Communes forestières
France



Forêts locales, intérêt général

Rapport d'activités 2025



© Hervé d'HÔTE



© Hervé d'HÔTE

PEFC
10-31-1404
Promouvoir la gestion durable de la forêt
www.pefc-france.org

Rédaction : Communes forestières France
Direction artistique & réalisation : mathilde-auvray.fr
Relecture : Mélanie Gentilhomme - digitives.com
Impression : Lorraine Graphic Imprimerie
Photos : © Communes forestières France , AdobeStock ou mentionné
Photo de couverture : © H Hôte

Sommaire

Édito 4

6 Communes forestières France

Engagements 14

27 Partenariats

Programmes 33

50 Formation

Communication 53

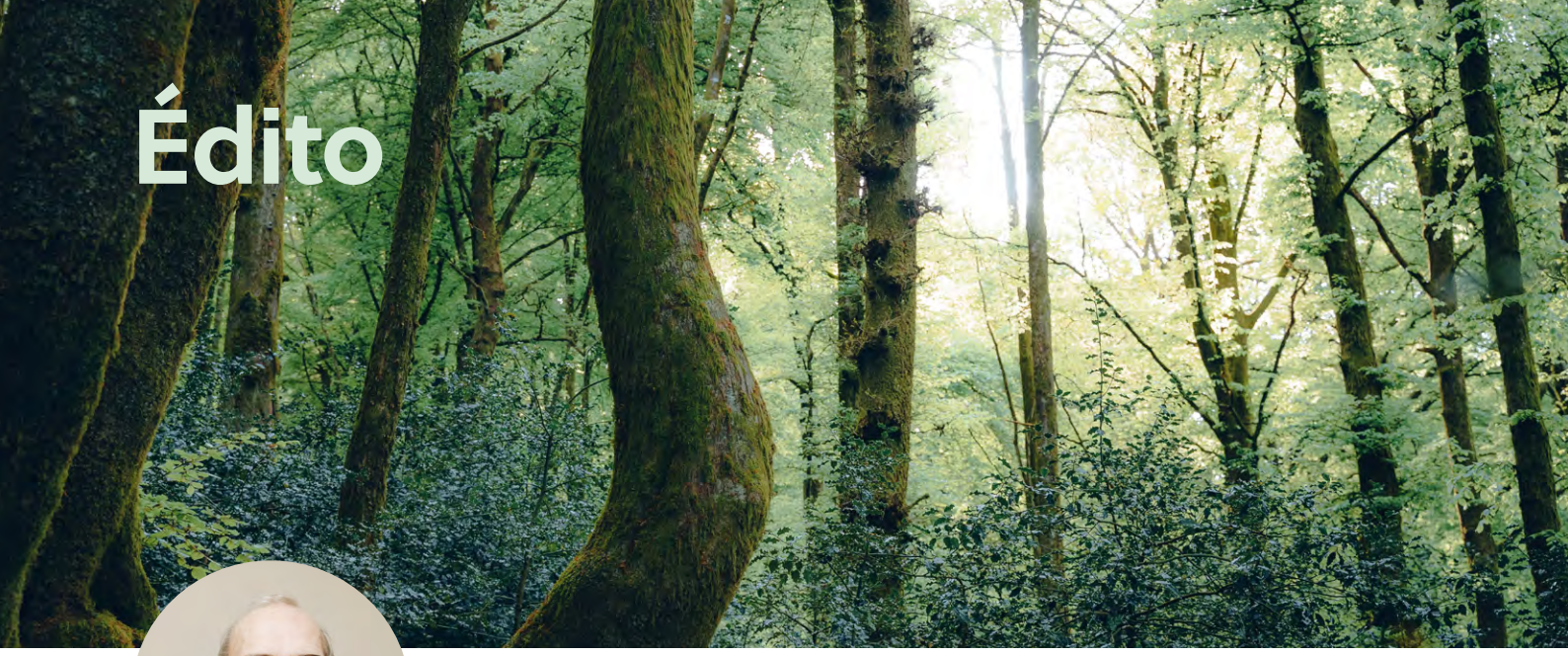
59 Actualités en région

71 en Europe

73 à l'international

Administration 75

Édito





Philippe CANOT
Président - Communes forestières France

EN 2025, dans un contexte de dérèglement climatique de plus en plus visible, Communes forestières France a poursuivi son engagement avec constance : défendre une politique forestière ambitieuse, ancrée dans les territoires et fondée sur l'action. Le rattachement de la forêt au ministère de la Transition écologique, les remaniements gouvernementaux et le contexte politique mouvant ont généré de fortes incertitudes. Néanmoins, notre Fédération est restée pleinement mobilisée pour faire entendre la voix des Communes forestières et rappeler que la gestion durable des forêts repose sur des choix politiques clairs, stables et cohérents.

Tout au long de l'année, nous avons porté avec détermination plusieurs priorités majeures : la gestion des risques (avec notamment la défense des forêts contre l'incendie), le maintien et le renforcement du régime forestier, la pérennisation des financements dédiés au renouvellement forestier, la lutte contre le morcellement foncier et la nécessité de garantir un ONF fort, doté de moyens humains à la hauteur de ses missions.

Deux sujets structurants ont particulièrement marqué L'ANNÉE 2025. D'une part, le **travail approfondi engagé sur l'application et la distraction du régime forestier**, avec la production de documents de référence validés par notre conseil d'administration et transmis à l'État. D'autre part, notre **proposition de création d'une cellule nationale d'anticipation face au défi climatique dédiée à la forêt et à la filière bois**, indispensable pour mieux anticiper les risques et accompagner les territoires.

Parallèlement, nous avons poursuivi nos actions sur plusieurs axes essentiels :

- la valorisation du bois en circuit court, que ce soit en construction ou dans l'énergie ;
- le développement du mode de vente des bois des collectivités en contrat ;
- l'accompagnement des élus dans l'élaboration de stratégies locales de préservation de la biodiversité ;
- la sensibilisation et l'implication des plus jeunes sur ces enjeux d'avenir.

L'année a également été marquée par notre congrès national, qui a réuni plus de 200 élus autour d'un message fort :

Les maires au cœur des solutions forestières.

Ce temps fort a illustré l'engagement concret des collectivités et leur capacité d'innovation. Il a aussi constitué une étape importante avec le lancement de la nouvelle identité graphique désormais partagée par l'ensemble de notre réseau.

Enfin, face à l'absence de réponses politiques sur plusieurs dossiers clés, nous avons continué à alerter, proposer et agir. Notre responsabilité collective est claire : protéger, adapter et transmettre des forêts vivantes, résilientes et pleinement utiles aux territoires.

Avec mon fidèle dévouement.



Alain LESTURGEZ

Directeur général - Communes forestières France

Mesdames, Messieurs les élus,

L'année 2025 s'inscrit dans la continuité de notre engagement indéfectible au service des Communes forestières et de l'accompagnement des élus sur l'ensemble des territoires.

Le rapport d'activités que vous tenez entre vos mains illustre cette dynamique, avec des actions toujours plus ambitieuses pour soutenir les collectivités, qu'elles soient propriétaires de forêts ou non, et pour valoriser la filière bois, levier majeur de la décarbonation de notre société.

2025 aura été une année charnière, marquée par plusieurs avancées majeures. D'une part, le déploiement de notre nouvelle identité graphique, fruit d'un processus collaboratif. Cette identité, désormais partagée par l'ensemble du réseau, symbolise notre unité et notre force collective. D'autre part, la mise à jour des statuts de Communes forestières France, adoptée à l'unanimité lors de l'assemblée générale du 21 JANVIER 2026. Cette révision permet d'aligner le fonctionnement de notre Fédération sur sa réalité actuelle, en intégrant notamment son nouveau nom et en reconnaissant la structuration de nouvelles associations départementales et régionales. L'année 2025 aura aussi permis le vote par notre conseil d'administration de la nouvelle stratégie de formation des élus. L'ambition de cette stratégie est de renforcer le pilotage partagé, la complémentarité des actions et la mutualisation des expertises. Autant d'avancées qui constituent un socle solide pour aborder sereinement la nouvelle mandature.

Le Congrès 2025 des Communes forestières a constitué un temps fort de rencontres entre les différentes régions de France. Cet événement a mis en lumière à la fois la diversité des situations locales ainsi que la capacité des élus à innover et à s'adapter aux défis contemporains en matière de gestion forestière. Ces échanges ont confirmé que, malgré des contextes variés, notre réseau sait faire preuve de créativité et de résilience pour répondre aux enjeux de la forêt de demain.

Ces réalisations n'auraient pas été possibles sans l'engagement sans faille de l'ensemble des élus et des salariés du réseau, au niveau national comme local. Leur travail quotidien est une contribution précieuse à la défense des intérêts des communes propriétaires de forêts, mais aussi à la promotion d'une gestion durable des forêts et d'une utilisation raisonnée du bois, au service de la transition écologique.

Enfin, 2025 marque la dernière année de ce mandat. Je tiens à saluer l'investissement exceptionnel des élus, femmes et hommes, qui ont œuvré avec passion pour le rayonnement des Communes forestières. Leur action collective est un gage de notre capacité à relever les défis de demain, pour des forêts vivantes, résilientes et au service de tous.

Ensemble, continuons à écrire l'histoire de notre réseau, au service des territoires et des générations futures.



Communes forestières France

Communes forestières France est une fédération de communes et de collectivités, association loi 1901, créée en 1933, représentée par les élus. Elle constitue une force politique dédiée à la forêt et au bois. Notre réseau défend chaque jour nos intérêts dans toutes les instances, auprès de l'État, des parlementaires, au local comme au national.

Communes forestières France s'appuie sur un réseau d'experts présents sur tout le territoire afin d'accompagner, de former et de sensibiliser les élus sur l'ensemble des enjeux forestiers.

La Fédération s'inscrit dans une dynamique d'innovation permanente, fondée sur des partenariats solides et structurants avec l'ONF, les autres associations d'élus et l'ensemble des acteurs de la filière forêt-bois. Ces échanges et analyses partagés permettent de faire émerger des solutions durables pour l'avenir des forêts.

UN RÉSEAU D'ÉLUS ENGAGÉS

+ de 6000
collectivités adhérentes

représentant

70%
de la surface
de la forêt communale

53
associations
départementales
ou interdépartementales

avec **800**
élus administrateurs
dans les territoires

74
présidents
ou délégués
au conseil d'administration

+
des élus référents forêt-bois
dans chaque
département et région

UN RÉSEAU
de plus de
100 salariés

9
unions régionales

2
associations de massif

1
équipe
nationale

UN ENGAGEMENT À L'INTERNATIONAL

Territoires et forêts solidaires (COFOR-International)

Fédération européenne des Communes forestières (FECOF)

Coopération France-Québec

Institut de formation forestière communale

Structure de la Fédération dédiée à la formation

NOS AXES D'ENGAGEMENT

> **L'adaptation au changement climatique**
Nos forêts changent. Nous devons les préparer. La **gestion des risques est notre priorité**. Nous soutenons, depuis de nombreuses années, la **création d'une cellule nationale d'anticipation** face au défi climatique.

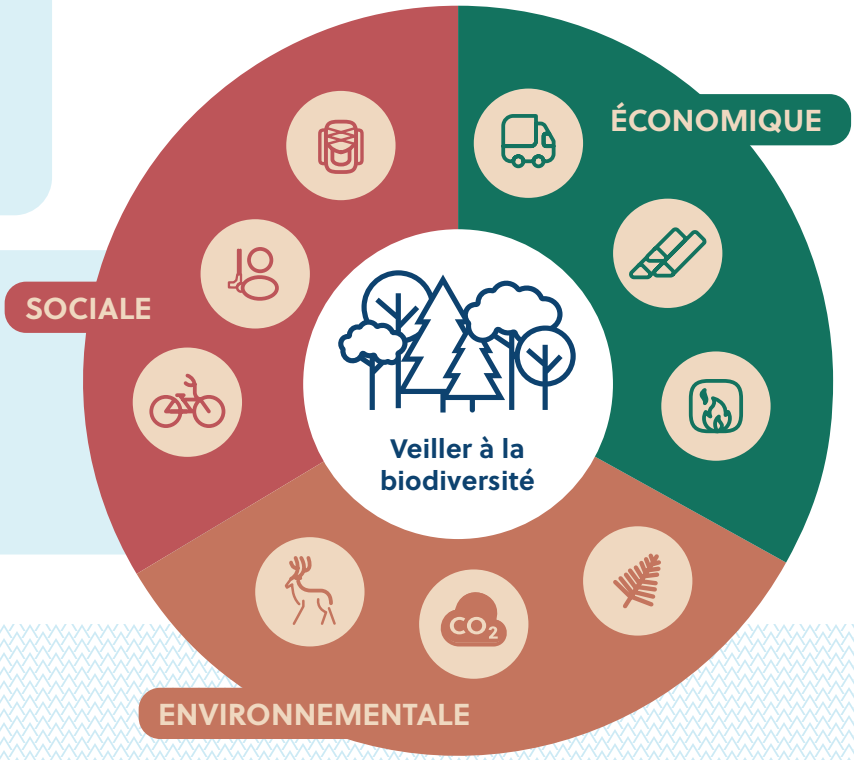
> **L'innovation dans les politiques forestières territoriales**
Faire de la forêt et du bois **un véritable moteur des stratégies locales**, en garantissant des circuits de proximité bénéfiques aux entreprises locales.

> **La valorisation de l'utilisation du bois local dans la construction et en énergie**
En choisissant le bois local pour des projets de construction, d'aménagement ou de rénovation , ainsi que pour le chauffage, nous nous assurons de retombées positives pour les territoires (emploi, atout pour la transition énergétique, gestion durable de la forêt...).

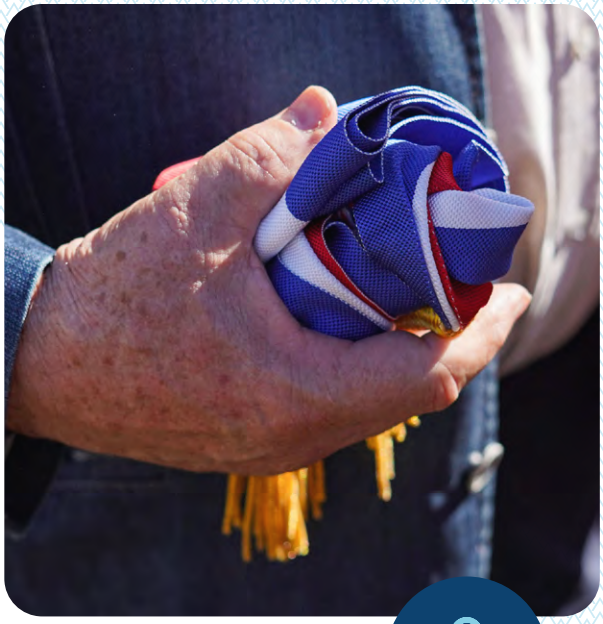
> **Le respect de la biodiversité**
Garantie d'écosystèmes en bonne santé et résilients, la biodiversité est au cœur de la multifonctionnalité des forêts (juste équilibre des usages : **environnementaux**, **économiques** et **sociaux**).

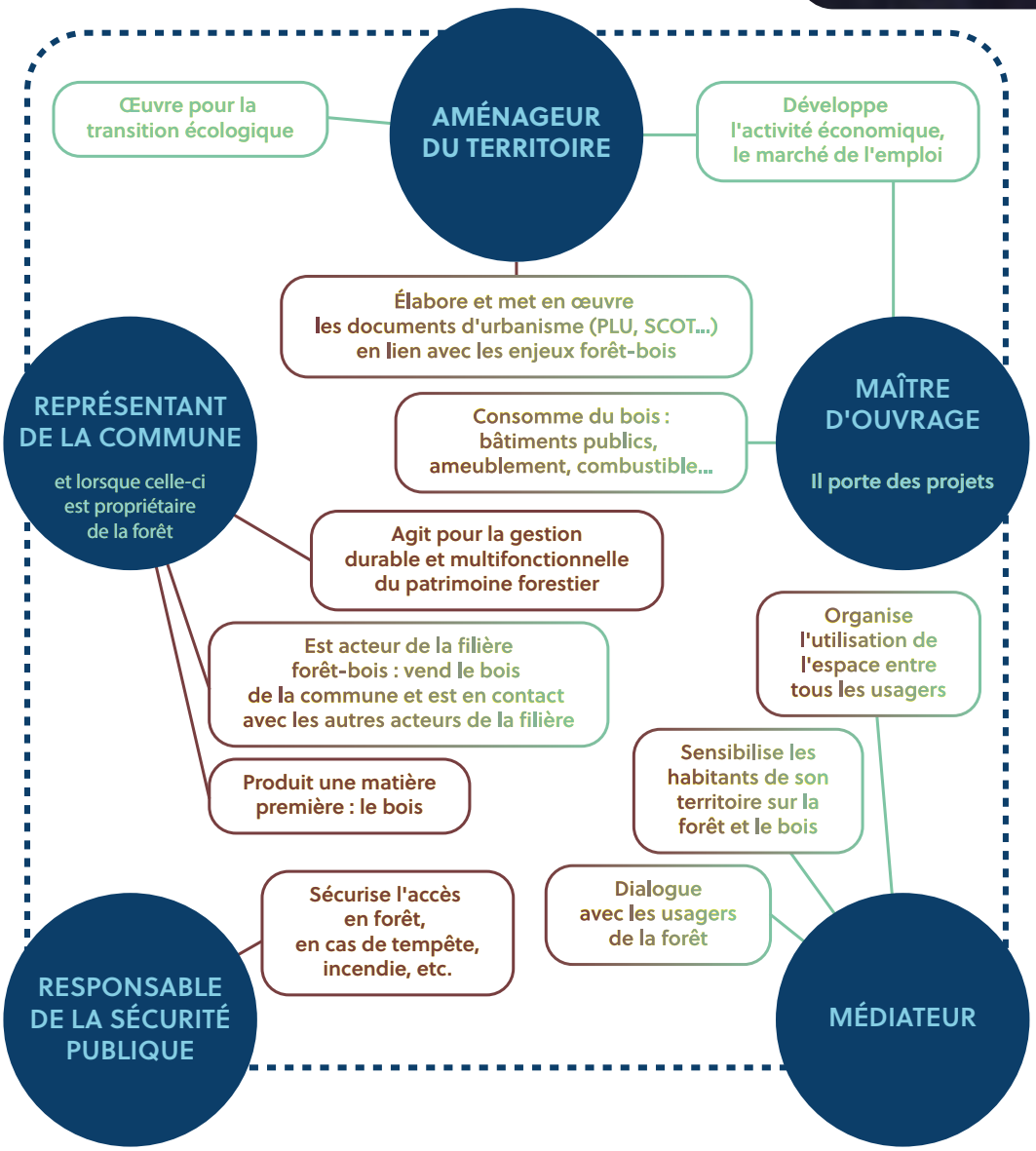
> **Le renforcement de la médiation auprès de la société**
Parce qu'une forêt concertée, c'est un territoire apaisé.

> **La transmission aux générations futures**
Dans le cadre du programme « Dans 1000 communes, la forêt fait école », nous **sensibilisons les enfants afin de faire d'eux les ambassadeurs de la forêt de demain**, en leur confiant une parcelle de forêt.



UN ACCOMPAGNEMENT SUR TOUTES VOS MISSIONS D'ÉLU•E FORESTIER•ÈRE





LÉGENDE

ACTION À L'ÉCHELLE COMMUNALE

ACTION À L'ÉCHELLE TERRITORIALE (INTERCOMMUNALITÉ...)

ACTION À L'ÉCHELLE COMMUNALE ET TERRITORIALE

Communes forestières France vous accompagne dans toutes ces dimensions.

UN TRAVAIL COLLABORATIF

La Fédération a organisé des instances internes permettant d'aborder plusieurs thèmes, de les documenter et de proposer des positionnements politiques. Elles se composent d'élus du bureau et/ou du conseil d'administration, appuyés par des salariés des Communes forestières.

Instances de travail au sein de Communes forestières France

Comité

National formation

Groupe de travail [GP]

Aménités/Biodiversité
Bois construction et marques
Bois-énergie
Inter-massifs
Foncier forestier
Relations forêt/société
Assurance des forêts
Forêts périurbaines

Commissions

Chasse
Communication
Risques

DÉLÉGATIONS EXTÉRIEURES
au titre des Communes forestières

La Fédération est également représentée au sein de nombreuses instances externes, groupes de travail, comités et conseils d'administration... Des délégations ont été nommées afin de seconder le président et représenter les Communes forestières dans ces différentes réunions.

> Association nationale des Élus de la Montagne (ANEM) : comité directeur
> Chambres d'agriculture France : conseil national Orientation Valorisation bois et territoire
> BOIS DE FRANCE : conseil d'administration
> Comité Interprofessionnel du Bois-Énergie (CIBE) : conseil d'administration
> Comité national biodiversité
> Comité stratégique de la filière bois : DÉFI 3 « Sécurisation de l'approvisionnement », DÉFI 4 « Construction »
> Conseil national de la Montagne
> Conseil supérieur de la forêt et du bois : plénière ; Forêt, Bois et Territoires ; Suivi du programme national (PNFB) et régional (PRFB) de la forêt et du bois ; Gestion durable des forêts Europe et International
> Coopération France-Québec
> Entente interdépartementale
> France Bois Forêt : bureau, conseil d'administration assemblée générale
> France Douglas : conseil d'administration
> French Timber : bureau
> Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) : comité de filière
> Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire : groupe de travail - suivi du programme OLD
> Commission bio-économie (FranceAgriMer)
> Office National des Forêts (ONF) : conseil d'administration, comité d'audit, comité consultatif de la forêt communale, commission nationale de la forêt communale, comité des ventes, comité consultatif des forêts d'outre-mer, conseil de surveillance ONF Énergie Bois, conseil national forêt d'exception, groupe de travail - suivi de la convention FNCOFOR-ONF/Aménagement groupe de travail - suivi de la convention FNCOFOR-ONF / régime forestier
> PEFC : bureau, conseil d'administration, assemblée générale
> Réseau rural national
> Territoire et forêt solidaire – COFOR International

DES ÉLUS MOBILISÉS
pour une cohésion nationale

Conseil d'administration

74 membres

EN 2025, le conseil d'administration s'est réuni à quatre reprises :
> LE 15 MAI, en présentiel à Paris ;
> les 4 SEPT., 13 NOV. et 3 DÉC. en visioconférence.

Bureau national

23 membres

EN 2025, le bureau de la Fédération s'est réuni à sept reprises :
> le 23 JANV. en présentiel à Paris ;
> les 19 ET 20 FÉV., le 19 MARS, le 23 OCT., en format mixte à Paris ;
> les 17 AVRIL, le 10 JUIL., le 13 NOV. en visioconférence.

Élus référents

Pour conforter cette organisation territoriale et politique, en appui des **800 élus administrateurs**, les unions régionales ont mis en place des élus «référents forêt-territoire» : un binôme composé d'un élu et d'un chargé de mission des Communes forestières.

Le comité de coordination

est composé

de la direction nationale

des directeurs d'unions régionales

d'un élu référent, Jacques HUMBERT

Ses missions

> co-construit et met en œuvre les programmes politiques adoptés par les élus ;
> assure une veille des questions forestières à la fois techniques et territoriales ;
> mutualise les informations administratives et budgétaires ;
> est l'organe majeur de retours et transferts d'expériences au sein du réseau.

EN 2025, le comité s'est réuni à neuf reprises pour traiter des grands programmes fédéraux et de leur coordination, des évènements de notre Fédération (séminaire des permanents, Salon des maires, événements en régions, etc.), de la refonte de l'identité visuelle, de la stratégie de formation, des outils collaboratifs et de l'organisation de la Fédération et de la nouvelle mandature.

Le comité a également préparé des dossiers pour les réunions du bureau fédéral sur le régime forestier, la cellule nationale d'anticipation face au défi climatique, le renouvellement des forêts, PEFC, la dématérialisation des factures des ventes de bois et la TVA.

LE SÉMINAIRE DES PERMANENTS DES COMMUNES FORESTIÈRES



Les **17, 18 & 19 SEPTEMBRE**, l'ensemble des salariés des Communes forestières s'est réuni à Bugeat, en Nouvelle-Aquitaine, pour leur séminaire annuel, aux côtés d'élus du bureau de notre Fédération.



Au programme :

- découvertes de terrain au cœur de la forêt limousine ;
- ateliers d'outils pratiques pour accompagner les élus de demain et préparer la nouvelle mandature ;
- moments de réflexion collective sur les enjeux de la filière forêt-bois (gestion forestière, valorisation du bois local, formation, etc.) ;
- et des temps de partage et de cohésion pour renforcer notre réseau.

En conclusion, une table ronde a été organisée sur les attentes sociétales et les enjeux de la prochaine mandature, en présence de notre président et d'élus du réseau.

Au-delà des ateliers et des conférences, ce séminaire était une belle occasion de faire vivre l'esprit collectif qui anime notre réseau, et de repartir avec des idées nouvelles et des liens renforcés entre les équipes des différentes régions.

Quelques DATES CLEFS 2025

2 JANV. Rencontre entre Mme PANNIER-RUNACHER, ministre de la Transition écologique, et les membres du bureau de France Bois Forêt

4 FÉV. Célébration des 20 ans de France Bois Forêt

19-20 FÉV. Séminaire du bureau fédéral de Communes forestières France

MARS Sortie du livret « *Notre-Dame de Paris renaît au cœur des forêts françaises* »

10 MARS Publication du 3ème Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC 3)

AVRIL Entrée en vigueur des nouveaux standards PEFC France

2 > 9 AVRIL Mission COFOR International en Guinée

14 MAI Audition de la Fédération à l'Assemblée nationale sur la thématique de la DFCI

27 MAI Audition de la Fédération au Sénat sur la compétitivité de la filière forêt-bois

19 > 20 JUIN Congrès de Communes forestières France – lancement de la nouvelle identité graphique de la Fédération

ÉTÉ 2025 Audition de la Fédération par l'ANEM (loi Montagne)

NOVEMBRE Détection du premier foyer de nématode du pin en France

NOVEMBRE Déplacement d'une délégation de notre fédération au Québec (coopération avec la SOPFEU)

18 > 20 NOV Salon des Maires et des Collectivités Locales 2025

DÉCEMBRE Webinaire « *Risques forestiers : quelles responsabilités légales pour les élus ?* » (2ème édition)

3 DÉC. Conseil d'administration de Communes forestières France : validation de documents relatifs à l'application et à la distraction du régime forestier, mise à jour des statuts de la Fédération – validation de la nouvelle stratégie de formation de la Fédération

ÉVÈNEMENTS INTERNES À LA FÉDÉRATION

ÉVÈNEMENTS EXTERNES AVEC LES MEMBRES DE LA FILIÈRE



Engagements

Communes forestières France s'engage résolument aux côtés de l'État et de l'ensemble de la filière forêt-bois pour faire valoir les priorités des territoires forestiers. Ce dialogue exigeant, mené sur des dossiers structurants tels que le régime forestier, le foncier ou l'adaptation au changement climatique, réaffirme le rôle des élus comme acteurs incontournables de la gestion durable des forêts.

LA FORÊT DÉSORMAIS RATTACHÉE AU MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

En début d'année, à l'occasion de la nomination du gouvernement de François BAYROU, la forêt a été rattachée au ministère de la Transition écologique, confié à Agnès PANNIER-RUNACHER, après près d'un siècle passé sous l'égide du ministère de l'Agriculture. Cette décision, prise sans concertation, a suscité de nombreuses réactions de la filière. France Bois Forêt a sollicité un rendez-vous avec la nouvelle ministre chargée de la Forêt et a adressé des courriers au président de la République et au Premier ministre.



Lors d'une rencontre le **2 JANV. 2025** avec les membres du bureau de France Bois Forêt, dont notre président Philippe CANOT, Mme PANNIER-RUNACHER a réaffirmé son attachement à l'économie du bois et à la décarbonisation. Toutefois, les **remaniements gouvernementaux et le transfert de compétences ont compliqué la continuité des échanges et la lisibilité des orientations tout au long de l'année 2025.**

LA DÉMATÉRIALISATION de la facture des ventes des bois

En application d'une directive européenne, la France a décidé de mettre en œuvre la facturation électronique entre les professionnels assujettis à la TVA à partir du **1ER SEPT. 2026**.

Cette réforme concerne plus particulièrement les ventes simples, et dans une moindre mesure les ventes groupées.

DÈS 2025, des échanges ont été engagés avec l'ONF, la Fédération Nationale du Bois et la Direction générale des finances publiques (DGFiP), afin de sécuriser la mise en œuvre du système. Une enquête auprès de nos administrateurs a également permis d'évaluer la faisabilité du dispositif pour les secrétariats de mairie et d'identifier les freins potentiels.

La DGFiP a confirmé que les billets à ordre seraient conservés. Elle travaille également, avec l'AFNOR, à une solution permettant à l'ONF de déposer les factures dans Chorus Pro pour le compte des communes, via un mécanisme de facturation par un tiers.

La DGFiP souhaite profiter de cette transition pour simplifier les procédures financières et prévoit une communication dédiée.

Les échanges se poursuivent, avec de nouvelles réunions programmées **DÉBUT 2026**.

DIALOGUE AVEC L'ÉTAT : la Fédération mobilisée pour faire valoir les priorités politiques pour les forêts



La Fédération a pris plusieurs rendez-vous avec des interlocuteurs clés dans les ministères et auprès du cabinet du président de la République au cours de l'année, pour mettre l'accent sur plusieurs points :

> les améliorations à apporter concernant le **foncier forestier** : **le rapport sur la mise en gestion durable de la forêt française privée**, les **propositions d'actions pour « mobiliser les propriétaires forestiers »** et le dernier sur la **prospective relative aux terres agricoles délaissées à l'horizon 2050**, sont entre les mains de l'État, qui doit engager les préconisations de ces documents ;

> la question de l'**équilibre sylvo-cynégétique** ;

> **le maintien des financements pour le renouvellement forestier** ;

> la nécessité d'un opérateur unique – l'**Office national des forêts (ONF)** pour les forêts publiques – et **le besoin d'intégrer plus de 750 000 hectares de forêts communales au régime forestier** > Cf. p.17 ;

> **et tous les programmes que nous portons** > Cf. p.33.

> **la cellule nationale d'anticipation face au défi climatique dédiée à la forêt et à la filière bois** ;

Depuis 2024, la Fédération souhaite porter ce projet afin de :

→ créer une cellule nationale d'anticipation face au défi climatique dédiée à la forêt et à la filière bois, avec des déclinaisons dans les Commissions Régionales de la Forêt et du Bois (CRFB) ;

→ visualiser la situation et agréger les scénarios aux échelles régionales et locales ;

→ scénariser les impacts sur les différentes essences et leur gestion aux niveaux national, régional et territorial ;

→ scénariser l'évacuation et la valorisation des bois ;

→ anticiper la gestion des flux et des stocks de bois ;

→ analyser les différents risques liés à la forêt et leurs combinaisons afin de définir une stratégie d'équipement et de lutte ;

→ répertorier et analyser les expériences réussies dans les territoires.



LES AXES STRATÉGIQUES 2025
définis par le bureau fédéral

Lors du séminaire du bureau de Communes forestières France des 19 & 20 FÉV. 2025, plusieurs sujets ont été abordés. Le bureau a notamment fixé les priorités pour la prochaine convention FNCOFOR-ONF :

> **le maintien et renforcement du régime forestier (RF) :**
Plus de 750 000 hectares de forêts appartenant aux collectivités ne relèvent toujours pas du régime forestier, tandis que certains espaces non forestiers devraient en être exclus.
Un important travail d'analyse a été mené en 2025, complété par des approfondissements juridiques sur la question de la distraction du régime forestier, confiés à un cabinet d'avocats spécialisé en droit de l'environnement. De nombreux échanges ont également eu lieu avec l'ONF ;

Ces travaux ont permis la rédaction de trois documents :

- une note sur l'identification des forêts de collectivités ne bénéficiant pas du régime forestier ;
- deux logigrammes permettant le cheminement vers l'application ou la distraction du régime forestier ;
- une notice explicative permettant une lecture de ces logigrammes en donnant un certain nombre de critères communs de l'interprétation du terme « susceptible d'aménagement, d'exploitation régulière ou de reconstitution » de l'article L.211-1 du Code forestier.

À l'issue de leur validation par le conseil d'administration de Communes forestières France en DÉC. 2025, ces documents ont été transmis à l'État afin d'obtenir son accord et de lancer des expérimentations territoriales en 2026 ;



> **la nécessité de plans d'aménagement agiles en capacité de s'adapter aux évolutions rapides** ;

> **le développement des travaux menés sur la commercialisation des bois** ;

> **la valorisation des aménités forestières** : en 2025, un groupe de travail a été créé pour réfléchir à une stratégie nationale de valorisation des aménités forestières déclinée en régions et leur articulation dans le régime forestier au même titre que les ventes de bois ;

> **l'avancement sur la refonte de l'identité graphique** et sur le dossier de **gestion des risques** a été présenté au bureau. S'agissant de l'**équilibre sylvo-cynégétique**, le bureau a validé la proposition de la commission chasse d'enclencher un processus d'information et de travail en commun avec l'ensemble des représentants des Communes forestières au sein des commissions départementales de la chasse et de la faune sauvage (CDCFS) et des comités paritaires au sein des commissions régionales de la forêt et du bois.

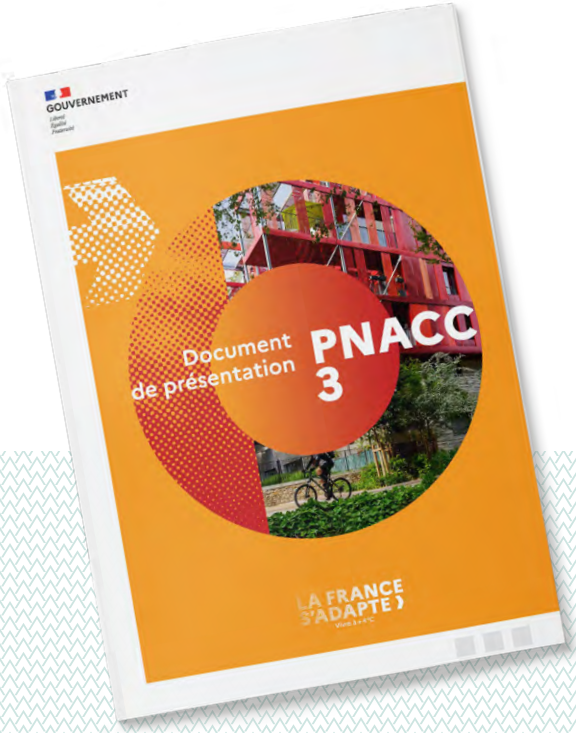
AIDES AU RENOUVELLEMENT DES FORÊTS : le programme « France Nation Verte »

France Relance, France 2030 et désormais France Nation Verte ont financé la restauration de 25000 hectares de forêts domaniales et 6600 hectares de forêts des collectivités. Le programme « France Nation Verte », lancé le **5 NOV. 2024**, inclut **une aide majorée « scolytes et bois de crise », offrant jusqu'à 100 % de soutien sous certaines conditions**.

Les communes sous arrêté préfectoral « bois de crise » bénéficient d'une majoration de 20 %.

Pour en savoir plus

LE PLAN NATIONAL D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (PNACC 3)



Le 3e Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC 3), publié le **10 MARS 2025**, prévoit un ensemble d'actions concrètes à mettre en œuvre **D'ICI 2030** pour adapter notre territoire, Hexagone et Outre-mer, aux impacts visibles et attendus du changement climatique **D'ICI 2100**. La fédération à participé à son élaboration en déposant une contribution.

Dans le cadre du développement de son programme « Mise en œuvre des obligations légales de débroussaillement », la **Fédération est l'acteur principal de l'action 7 « Accompagner les élus** pour qu'ils sensibilisent leurs concitoyens au risque d'incendie et à la mise en œuvre des réglementations pour en limiter les effets ».

Pour en savoir plus

L'ASSURANCE DES FORÊTS EN QUESTION

Le sujet de l'assurance des forêts est revenu au premier plan avec la création de groupes de travail par le ministère en charge des forêts. Ces groupes se sont penchés sur deux volets essentiels : la responsabilité civile et les dommages. Aujourd'hui, si les communes ont toutes une assurance responsabilité civile, très peu ont assuré leurs forêts contre les dommages. Pourtant, l'augmentation des aléas climatiques et des arbres dépérissants, l'évolution du statut de certaines forêts, notamment celles en libre évolution, soulèvent des questions cruciales de sécurité pour le public.

La Fédération travaille activement à documenter ce dossier dans l'esprit de la loi qui place les forêts sous la protection de la Nation, afin de proposer un positionnement clair. Les travaux se poursuivent à ce sujet. Un groupe d'élus a été mis en place au sein de la **Fédération et un webinaire « Risques forestiers : quelles responsabilités légales pour les élus ? »** a été organisé en DÉC. 2024 et en DÉC. 2025.



FONCIER FORESTIER :
les collectivités au cœur de la réponse territoriale

Communes forestières France se mobilise depuis de nombreuses années dans la lutte contre le morcellement du foncier forestier. Enjeu phare pour la gestion durable des forêts, la production de matériaux biosourcés ou encore la gestion des risques (incendies, risques sanitaires...), cette problématique est aujourd'hui le point d'entrée de la plupart des politiques forestières territoriales.

La Fédération a activement participé à la production de deux rapports nationaux :

Mobiliser les propriétaires forestiers - Propositions d'actions pour accélérer le renouvellement des forêts et en faire un atout dans la lutte contre le changement climatique
(CNPF-FNCOFOR, novembre 2023)



Mise en gestion durable de la forêt française privée
(IGF, CGAAER, IGEDD, 2024)



Dans l'attente de propositions de l'État sur cette problématique, Communes forestières France, au travers de ses unions régionales, a continué sa mobilisation pour l'accompagnement des collectivités, notamment :

- le développement de son **Observatoire du foncier forestier (OFFRE) sur 6 régions,** permettant la production automatisée de diagnostics à l'échelle territoriale ;
- **l'accompagnement de proximité des unions régionales** auprès des communes souhaitant lancer des procédures d'acquisition de biens vacants et sans maîtres ;
- **la finalisation avec l'Office national des forêts (ONF) d'un « logigramme » d'application du régime forestier (RF) en forêt communale** concernant les biens publics > Cf. p17.

Sur cette base, Communes forestières France a proposé le lancement d'une expérimentation pragmatique à l'échelle territoriale, mais attend toujours le retour de l'État. Ces projets, permettant le regroupement de la propriété ou de la gestion, nécessitent la réalisation de chantiers d'envergure, parmi lesquels la mise à jour du cadastre, dont la faisabilité devra être évaluée à l'échelle territoriale.

Les élus, du fait de leur connaissance du foncier de leur commune et de leur légitimité dans l'expression de leurs compétences, sont la solution pour débloquer les « verrous fonciers » aujourd'hui omniprésents sur les territoires.

LE BOIS-ÉNERGIE EN QUESTION

Veille sur la directive européenne RED III

EN 2025, les travaux nationaux ont été principalement consacrés à la préparation de l'application de la directive européenne RED III. En effet, après la directive RED II, adoptée dans le cadre européen pour le développement des énergies renouvelables, fixant un objectif contraignant de **32 %** d'ENR dans la consommation finale de l'UE à l'horizon 2030, la directive RED III porte désormais cet objectif à au moins **42,5 %** d'ENR EN 2030, en renforçant les règles relatives à l'électricité, au chauffage/refroidissement, aux transports et à la durabilité de la biomasse. Concernant le bois-énergie, ces directives européennes visent à garantir que les installations de production de chaleur ou d'énergie de puissances supérieures à 7,5 MW thermique respectent les critères de durabilité de la ressource forestière et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

AUDITION AU SÉNAT ET À L'ASSEMBLÉE NATIONALE
sur les sujets forestiers

Communes forestières France est souvent sollicitée par le Sénat et l'Assemblée nationale pour éclairer les décisions gouvernementales.

Le 14 MAI 2025, dans le cadre de travaux conduits par l'Assemblée nationale sur l'évaluation des budgets et des politiques publiques, la Fédération a présenté son expérience historique sur la **Défense des Forêts contre les Incendies**, sur les obligations légales de débroussaillement (OLD) et sa participation active à la stratégie nationale DFCI.

Le 27 MAI, une mission sénatoriale conduite par Anne-Catherine LOISIER, présidente du groupe d'études Forêt et filière bois du Sénat, dédiée à la compétitivité de la filière forêt-bois, a auditionné la Fédération aux côtés de la forêt privée, du CNPF et des labels FSC et PEFC. Communes forestières France y a défendu la nécessité d'expérimentations pour des forêts résilientes face au climat, le besoin d'aides publiques stables afin de sécuriser la production de bois de qualité et la création d'une **cellule nationale d'anticipation face au défi climatique dédiée à la forêt et à la filière bois.**

Ces deux auditions ont confirmé la reconnaissance de l'expertise de la Fédération et son rôle central dans la future politique forestière.

CONGRÈS 2025 - Communes forestières France
Forêt, bois et territoires : les maires au cœur des solutions

Communes forestières France a organisé son congrès 2025 dans les Alpes-de-Haute-Provence, au Théâtre Durance à Château-Arnoux-Saint-Auban, du 19 AU 20 JUIN, avec plus de 200 élus présents. Cet évènement a été l'occasion de présenter le nouveau nom de la Fédération : « Communes forestières France », sa nouvelle identité graphique, mais surtout de mettre en lumière le rôle central des collectivités dans la gestion durable des forêts, l'adaptation au changement climatique et la valorisation locale de la ressource en bois.





© Hervé d'HÔTE

Anne-Laure CATTELOT ∧ et Sandrine COSSERAT ∧ au congrès Communes forestières France 2025

Philippe CANOT, président de Communes forestières France, a salué la venue d'Anne-Laure CATTELOT, moins de 24 heures après sa nomination à la présidence de l'Office national des forêts (ONF). Il a conclu le congrès en saluant l'engagement des élus et la force des initiatives présentées au cours de ces deux jours.



© Hervé d'HÔTE

« La forêt, tout comme les océans, est un pilier fondamental de la lutte contre le dérèglement climatique. Elle est une alliée précieuse pour notre avenir, mais aussi une victime directe. C'est pourquoi notre responsabilité collective est claire : agir, protéger, adapter. L'inaction n'est pas une option. »

Philippe CANOT

Parmi nos revendications fortes, il a cité :

- **l'intégration dans le régime forestier des hectares de forêts de collectivités qui doivent en bénéficier et la sortie du régime forestier de certains espaces non forestiers.** Valérie METRICH HECQUET, directrice de l'ONF, a précisé lors de son discours qu'elle était en accord avec ces objectifs ;
- **l'adaptation urgente des plans d'aménagement forestiers** pour répondre plus efficacement aux défis climatiques ;
- le besoin d'une **réelle stratégie nationale contre le morcellement foncier** sans gestion forestière, qui reste un facteur majeur de vulnérabilité, notamment face aux risques sanitaires ;
- **la création d'une cellule nationale d'anticipation des impacts climatiques sur la forêt et le bois.** > Cf. p16

Il a enfin souligné l'importance d'une politique forestière plus cohérente et ambitieuse, portée par l'État, regrettant l'absence de la présence de la ministre en charge de la forêt et déplorant un manque de reconnaissance politique pour cet enjeu majeur.

Pendant le congrès, des visites ont illustré l'engagement des élus avec des exemples concrets : **un réseau de chaleur bois et des bâtiments en bois local** à Volonne, **la gestion multi-usage et du renouvellement forestier en forêt périurbaine** à Sisteron, et un **débroussaillement mutualisé** à Ganagobie.

Les maires ont également partagé leurs rôles de médiateurs, acteurs économiques et protecteurs des forêts. Ces discussions, croisant des retours d'expérience locaux et nationaux, ont pleinement atteint leur objectif : proposer un contenu riche ancré dans la réalité des territoires.



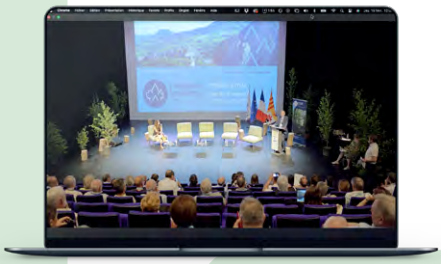
© Hervé d'HÔTE

RETROUVEZ ICI DIFFÉRENTS ARTICLES DE PRESSE EN LIEN AVEC LE CONGRÈS

> **La Provence, 5 juillet 2025**
Congrès des Communes forestières : les maires au cœur des solutions

> **Le Dauphiné Libéré, 19 juin 2025**
Forêt : les maires en première ligne pour la défendre face aux feux, au réchauffement mais aussi aux exploitants

> **Le Dauphiné Libéré, 23 juin 2025**
Au congrès des Communes forestières : Le bois local est un atout de développement



Regardez la vidéo du congrès

Au sein du Conseil supérieur de la forêt et du bois (CSFB), plusieurs comités spécialisés structurent l'action publique et la concertation de la filière auxquels la Fédération participe :

COMITÉ SPÉCIALISÉ « GESTION DURABLE DES FORÊTS »

Communes forestières France a participé à deux comités spécialisés « gestion durable des forêts » EN 2025. Ils ont permis de suivre l'actualité du déploiement du guichet « renouvellement forestier », ainsi que de clarifier les modalités de déploiement de plusieurs stratégies européennes impactant la gestion forestière : RDUE et règlement européen sur la restauration de la nature.
La réunion DU 1ER JUIL. 2025 a plus spécifiquement permis de caractériser la notion de dégradation forestière au sens du RDUE.

Comité spécialisé « Forêt, bois et territoire »

Un comité spécialisé « forêt-bois et territoire », dont Communes forestières France assure l'organisation auprès de l'État, a été organisé LE 22 MAI 2025 à Paris. Présidé par la sénatrice Anne-Catherine LOISIER, membre du bureau fédéral, ce comité s'est déroulé sur la thématique du foncier forestier. Après un point d'actualités nationales, les enjeux du foncier forestier ont été présentés au prisme du rapport JARLIER/BARREAU « Mobiliser les propriétaires forestiers pour accélérer le renouvellement des forêts et en faire un atout dans la lutte contre le changement climatique » et du rapport sur la « mise en gestion de la forêt française privée ».
Les outils et pistes d'amélioration ont ensuite nourri les débats : présentation de l'observatoire du foncier des Communes forestières, présentation de l'état d'avancement du dossier sur l'expérimentation à venir d'une nouvelle méthode d'incorporation des biens forestiers au cadastre.

Une rencontre des présidents des comités spécialisés du CSFB et du comité stratégique de filière a été organisée par Communes forestières France LE 10 JUIL. 2025, comme l'année précédente à l'initiative de la sénatrice Anne-Catherine LOISIER. Avec la volonté de partager les points de vue sur :

> l'état de santé de la filière forêt-bois, dont le bois-énergie ;

> l'accroissement des risques naturels et la forêt ;

> les moyens d'agir sur le foncier dans le cadre du régime forestier et dans le cadre du morcellement forestier privé, biodiversité et forêts ;

> le concept de création d'une cellule nationale d'anticipation face au défi climatique pour la forêt et le bois ;

> le risque d'une augmentation du taux de TVA appliqué aux travaux forestiers.

ENQUÊTE COMMUNES FORESTIÈRES FRANCE
Accessibilité des forêts communales

Pour rendre la nature plus accessible aux personnes en situation de handicap, le **Comité interministériel du handicap (CIH) a lancé** EN 2023 **un état des lieux de l'accessibilité des forêts publiques françaises**. Dans ce cadre, Communes forestières France a été sollicitée EN 2025 et a réalisé une enquête auprès de ses adhérents afin de **recenser** :

> **des aménagements accessibles existants** en forêts communales (places de parkings PMR en entrée de forêt, sentiers accessibles, etc.) ;

> **des projets** en cours de définition ou de réalisation.

Au total, **120** communes ont participé à l'enquête. Les résultats ont été transmis au CIH et à l'ONF. Plusieurs projets identifiés dans cette enquête pourront faire l'objet de retours d'expérience afin d'inspirer d'autres communes dans leurs démarches d'accessibilité.



Retrouvez le guide et les fiches techniques

Dans le cadre de ces travaux, **un guide de l'accessibilité des espaces naturels** ainsi que des **fiches techniques** ont été édités début 2026.

UNE NOUVELLE SUPPRESSION DE POSTES INTOLÉRABLE À L'ONF

La veille du conseil d'administration (CA) du 16 OCT., le président Philippe CANOT a été informé du projet de réduction de 37 postes à l'ONF, prévu dans le projet de loi de finances 2026.

Lors du CA de l'ONF, il a exprimé, au nom des Communes forestières, sa vive colère face à cette décision. La Fédération s'est déjà mobilisée en juillet 2022, puis en octobre 2024, contre toute baisse d'effectifs alors que les forêts subissent incendies, dépérissements et effets du changement climatique.

Les communes et collectivités ont besoin d'un ONF fort pour les accompagner dans l'adaptation et la gestion durable des forêts. Une délibération proposée par les organisations syndicales contre cette suppression de postes a été adoptée à la majorité par le conseil d'administration de l'ONF. Nous avons adressé un courrier au Premier ministre à ce sujet, et avons été entendus.

LE VOLET FORÊT DE L'ACTE III DE LA LOI MONTAGNE

Adoptée EN 1985 et actualisée EN 2016, la loi « Montagne » a permis d'importants progrès, mais doit désormais aller plus loin. Le droit à la différenciation de la montagne doit être mieux appliqué dans les politiques publiques, alors que le changement climatique transforme les modes de vie. L'Association nationale des élus de la montagne (ANEM) s'est saisie du sujet et a auditionné notre Fédération à L'ÉTÉ 2025.

Lors du congrès de l'ANEM aux Angles, EN OCT., leur association a présenté le compte-rendu de ses travaux. Trois points principaux ressortent :

> le droit à la différenciation ;
> la demande d'un référent montagne interministériel au sein du gouvernement ;
> la sanctuarisation des crédits dédiés à la montagne pour les **6000** communes concernées.

Michel CASTAN, vice-président de Communes forestières France, a plaidé pour le **soutien aux petites unités de transformation du bois local tout en rappelant l'importance des marques de certification**, tandis que Jean-Pierre VIGIER, député, président de l'ANEM, a appelé à structurer la filière bois et annoncé qu'**un volet forêt figurerait dans l'acte III de la loi Montagne**.



© Yohan MARION



LE NÉMATODE DU PIN : un enjeu sanitaire majeur pour la filière forêt-bois

Un premier foyer de nématode du pin, organisme ravageur classé comme « organisme de quarantaine prioritaire », a été détecté en NOV. 2025 **, en France, sur la commune de Seignosse (Landes)**. Présent au Portugal depuis 1999, il s'est propagé en Espagne en 2008, où plusieurs foyers avaient été placés sous surveillance étroite. Ce ver microscopique, capable de provoquer la mort des arbres en quelques semaines en interrompant la circulation de leur sève, est transmis par un insecte vecteur.

Face à cette découverte, une **première phase de mesures conservatoires** a été instaurée par l'**arrêté du 4 novembre 2025**, définissant deux zones de gestion :

> la zone infestée, d'un rayon de 500 mètres autour des pins détectés positifs au nématode ;
> la zone tampon, s'étendant sur 20 km autour de la zone infestée.

Une deuxième phase, encadrée par un **arrêté du 15 novembre 2025**, a apporté des précisions sur les travaux à conduire et les mesures à prendre. De nombreuses **essences de résineux** sont concernées : **pins, sapins, cèdres, mélèzes, épicéas, douglas et pruches.**

Les professionnels de la filière forestière, appuyés par leurs organisations nationales, se mobilisent pleinement depuis cette date. Les Communes forestières assistent aux réunions organisées à ce sujet pour coordonner les actions et limiter la propagation du parasite, tout en cherchant à reprendre rapidement l'activité économique sans compromettre la sécurité des massifs forestiers.

FIN D'ANNÉE 2025 STRATÉGIQUE

Décisions structurantes des conseils d'administration de la Fédération et de l'ONF

La fin d'année a été marquée par deux conseils d'administration : celui de Communes forestières France et celui de l'Office national des forêts (ONF).

Lors du conseil d'administration de Communes forestières France du 3 DÉC. 2025, deux dossiers structurants ont été examinés.

Le premier portait sur la **validation du logigramme et de la notice explicative relatifs à l'application et à la distraction du régime forestier**. > Cf. p17



Le second sujet concernait la mise à jour des statuts de la Fédération. Ceux-ci n'ayant pas évolué depuis 2008, il était nécessaire de les adapter à l'évolution du réseau, tant dans ses méthodes de travail que dans son champ d'action. Les statuts ont été validés par l'assemblée générale convoquée le 21 JANV. 2026, permettant ainsi de transmettre aux futurs élus un cadre clair, cohérent et conforme à notre action collective actuelle.

Téléchargez ici les statuts mis à jour le 21 janvier 2026

Par ailleurs, la stratégie de formation a été validée, avec l'objectif de préparer la prochaine mandature. Une réflexion globale a également été lancée sur le volet international, avec la mise en place d'un groupe de travail chargé de définir une feuille de route.

Enfin, lors du conseil d'administration de l'ONF, la Fédération a réaffirmé sa vive inquiétude face aux réductions d'effectifs prévues dans le projet de loi de finances (PLF) 2026. Elle s'est abstenue lors du vote du budget afin de ne pas fragiliser l'établissement.

Notre président **a demandé à l'État d'engager sans délai l'élaboration du nouveau contrat État-ONF**, qui a pris fin en DÉC. 2025, en y associant pleinement Communes forestières France. **Il a également rappelé le retard pris par l'État dans la définition de sa politique forestière**, l'absence de réponse face à notre proposition de mise en place d'une cellule nationale d'anticipation face au défi climatique dédiée à la forêt et à la filière bois. De même, les demandes relatives au lancement d'opérations pilotes pour la restructuration du foncier forestier n'ont, à ce stade, donné lieu à aucune décision politique.

Notre président a toutefois salué la relation de confiance établie avec l'ONF et l'avancée de plusieurs dossiers dans le cadre de la convention FNCOFOR-ONF, **tout en demandant la réactivation du comité consultatif de la forêt communale**.



Partenariats

Communes forestières France s'inscrit dans une dynamique d'innovation permanente, en collaboration avec l'ensemble des membres de la filière forêt-bois. Une synergie dont les interactions et analyses partagées permettent l'émergence de solutions pour l'avenir des forêts.

FRANCE BOIS FORÊT

Communes forestières France est membre de l'interprofession France Bois Forêt (FBF), qui regroupe 24 grandes organisations professionnelles de la filière forêt-bois française.

Pour en savoir plus

FBF collecte la **Contribution Interprofessionnelle Obligatoire dite CVO**, auprès des entreprises de la filière et des propriétaires forestiers. Cette contribution cofinance des actions collectives de valorisation des forêts françaises, de promotion et de communication, notamment à travers les différents usages du matériau bois. Plusieurs programmes portés par Communes forestières France sont soutenus grâce à la CVO > Cf. p34.

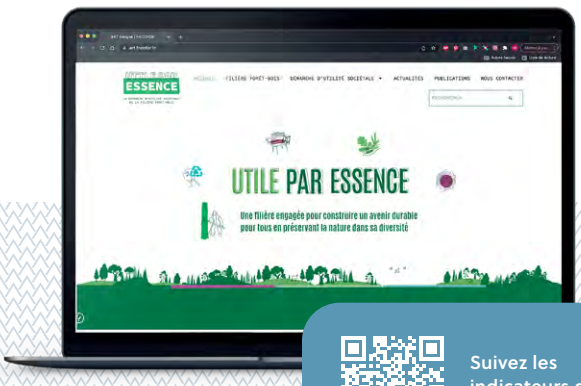


Le **4 FÉV. 2025**, la Fédération a célébré les 20 ans de France Bois Forêt auprès des autres acteurs de la filière.

Utile par essence, la démarche d'utilité sociétale de la filière

Pour valoriser et renforcer son utilité envers la société, France Bois Forêt, CODIFAB et COPACEL ont lancé le **18 AVRIL 2024**, une démarche inédite RSO, intitulée : « *Utile par essence* ».

À travers cette initiative, la filière s'inscrit dans une logique d'amélioration continue : son action et ses engagements sont mesurés et suivis dans le temps grâce à des indicateurs concrets, afin de mieux répondre aux préoccupations et besoins des Français.
EN 2025, les travaux se sont poursuivis sur cette thématique.



Suivez les indicateurs de la démarche

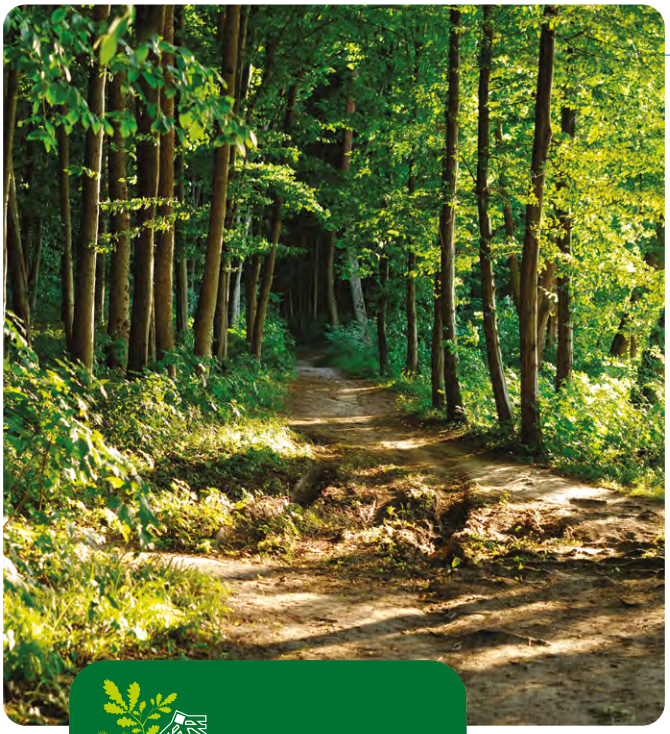


Téléchargez la plaquette

Des outils pédagogiques pour les enfants

EN 2025, France Bois Forêt a mis à disposition des outils pédagogiques gratuits sur la forêt et le bois, destinés aux élèves des cycles 2 (CP, CE1, CE2) et 3 (CM1, CM2, 6e), ainsi qu'aux activités périscolaires. Ces ressources sont valorisées dans le cadre du Programme des Forêts pédagogiques.





Fondation France Bois Forêt

Depuis l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris EN 2019, la Fondation France Bois Forêt pour notre Patrimoine œuvre à la valorisation de la ressource forestière française au service de la restauration du patrimoine bâti. Elle lance chaque année un appel à projets destiné à soutenir des opérations de restauration accessibles au public, présentant un intérêt historique, artistique ou architectural, et valorisant du bois issu de forêts françaises certifiées en gestion durable. La Fédération y contribue en tant que membre du jury et relais d'information.

FONDATION FRANCE BOIS FORÊT POUR NOTRE PATRIMOINE
SOUS L'ÉGIDE DE LA FONDATION DE FRANCE

Pour en savoir plus

DALKIA – BOIS ÉNERGIE FRANCE

dalkia GROUPE EDF
Bois Energie France

Dans le cadre d'une convention de partenariat nouée depuis plusieurs années avec Dalkia – Bois Énergie France, Communes forestières France a organisé EN 2025 deux formations à destination des commerciaux de l'entreprise.
Ces sessions visent à renforcer le sens de l'activité bois-énergie et à valoriser la contribution de cette ressource au développement des territoires par son utilisation en circuit court.

EN 2025, **25 salariés** ont été formés.

PROGRAMME DE RECONNAISSANCE DES CERTIFICATIONS FORESTIÈRES (PEFC)

Présent dans plus de 56 pays, PEFC certifie la gestion durable des forêts et fédère autour d'une vision multifonctionnelle et équilibrée de la forêt. Depuis 25 ans, PEFC France favorise l'équilibre entre les dimensions environnementales, sociétales et économiques de la forêt, grâce à des garanties de pratiques durables et à l'implication de plus de 84 000 propriétaires forestiers et plus de 3 300 entreprises en France.

Membre de PEFC France au titre du collège des propriétaires forestiers et trésorier de l'association, la Fédération a contribué à l'élaboration des nouveaux standards PEFC France, entrés en vigueur DEPUIS AVRIL 2025.

En savoir plus

Découvrez le guide

UNE PLAQUETTE

Téléchargez la plaquette



UNE FICHE

Téléchargez une fiche spécifique pour les élu•es, mise en place en 2024 et diffusée lors de certaines formations de notre réseau.



EN 2025, les organisations régionales PEFC de certification de groupe (EAC) se sont unies pour former PEFC Territoires, une nouvelle structure au service de la gestion durable des forêts. PEFC Territoires repose sur deux niveaux complémentaires :

> **INTERRÉGIONAL** : 1 bureau administratif et 1 conseil d'administration unique coordonnent, pilotent et mutualisent les ressources ;

> **RÉGIONAL** : 9 conseils territoriaux animent localement la certification, accompagnent les adhérents et veillent à la bonne application des exigences PEFC.

Avec 3 représentants au conseil d'administration et 1 au bureau de PEFC Territoires, Communes forestières France suit de près la bonne gestion de cette nouvelle structure.

FÉDÉRATION NATIONALE DU BOIS (FNB)

La FNB rassemble les exploitants forestiers, scieurs et industriels de la transformation du bois en France. Ce partenariat continu intervient à plusieurs niveaux stratégiques pour la filière :

> l'approvisionnement des entreprises, en responsabilité vis-à-vis du marché du bois ;
> la priorité au bois français dans les marchés portés par des structures publiques ;
> l'accord-cadre face à la crise scolytes pour favoriser la commercialisation, l'exploitation et l'enlèvement rapide des bois scolytés, via les contrats d'approvisionnement ;
> la consolidation du label transformation UE pour le chêne soutenu par Communes forestières France (1ère transformation des grumes dans l'Union européenne avant toute exportation, afin de préserver les emplois et de créer une plus-value pour les territoires et les entreprises) ;
> l'accord-chêne > Cf. p43 Contractualisation ;
> la dématérialisation de la facturation > Cf. p43 Contractualisation.



INSTITUT NATIONAL DE L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FORESTIÈRE (IGN)

Suite à une convention cadre signée le 5 JUIL. 2023, Communes forestières France et l'IGN ont précisé les modalités de leur partenariat avec la validation d'un programme d'action pluriannuel. Les thématiques de travail prioritaires sont :

- le foncier forestier (et la mise à jour du cadastre) ;
- la mise en œuvre des obligations légales de débroussaillement (OLD) ;
- la mise à disposition de données forestières d'aide à la décision territoriale.

Communes forestières France demeure l'interlocuteur privilégié de l'IGN pour caractériser les besoins des collectivités concernant l'**Observatoire des forêts françaises**. La Fédération est **membre du comité des utilisateurs de l'outil** et est représentée dans sa gouvernance par l'interprofession France Bois Forêt.



FÉDÉRATION NATIONALE ENTREPRENEURS DES TERRITOIRES (FNEDT)

Communes forestières France entretient des relations régulières avec la Fédération Nationale Entrepreneurs Des Territoires ajouter à la suite (FNEDT) sur les conditions d'exercice des métiers qui irriguent les territoires. Ainsi, la Fédération a multiplié les échanges avec la FNEDT dans ses démarches visant à permettre aux entreprises de travaux forestiers d'exercer leur métier dans de bonnes conditions, notamment face à une pénurie de main d'œuvre toujours plus prégnante.

ASSOCIATION DES MAIRES RURAUX DE FRANCE (AMRF)

AMRF
ASSOCIATION DES MAIRES RURAUX DE FRANCE

L'AMRF et Communes forestières France s'inscrivent dans un travail continu de rapprochement de leurs structures afin d'avancer ensemble sur les enjeux d'avenir de la forêt. Ainsi, et au-delà de la déclaration commune signée en **OCT. 2023**, le « grand atelier » conduit par l'AMRF a permis à ces deux associations d'élus de travailler ensemble sur les enjeux forêt-bois, notamment le risque incendie et la prévention des feux de forêt.



CONSEIL NATIONAL DU PEUPLIER (CNP)

EN 2024, Communes forestières France a lancé un programme d'information et d'accompagnement des communes propriétaires de peupleraies dans les départements de l'Aube et de la Marne. Mené en partenariat avec le CNP, l'Office national des forêts et le Centre national de la propriété forestière (CNPF), ce programme permis :

- la formation d'agents de l'ONF aux particularités de la populiculture ;
- la production d'un ensemble documentaire à destination des élus.

Ces initiatives ont pour objectif la redynamisation de la gestion des peupleraies communales délaissées.

EN 2025, Communes forestières France est devenue adhérente du Conseil National du Peuplier.



FÉDÉRATION NATIONALE DES CHASSEURS (FNC)

Fédération Nationale des Chasseurs

Une lettre d'intention a été signée entre Communes forestières France et la Fédération nationale des chasseurs (FNC) lors du Salon des Maires et des Collectivités Territoriales 2025.
Les élus des Communes forestières collaborent au quotidien avec les chasseurs sur l'aménagement des territoires, la gestion forestière, la prévention des incendies... Ce rapprochement avec la FNC s'est donc imposé naturellement pour renforcer et structurer ces relations essentielles, entretenues chaque jour avec plus de **70 000 sociétés de chasse** sur le territoire.
Communes forestières France sera partenaire de l'opération « J'aime la nature propre » organisée **EN 2026** par la FNC, qui rassemble, le temps d'un week-end, chasseurs, élus, habitants et usagers de la nature afin de ramasser les déchets en forêts et dans les espaces verts.

Programmes

portés par la Fédération

Depuis de nombreuses années, Communes forestières France innove par le biais de politiques forestières territoriales structurantes, basées sur une gestion multifonctionnelle de la forêt : chartes forestières de territoire, stratégies commerciales, Plans Locaux Forestiers, cellule nationale d'anticipation face au défi climatique, etc.

Par la force de son réseau et l'implication des élus aménageurs du territoire, Communes forestières France a également pu développer des programmes visant à :

> favoriser l'utilisation du bois en circuit court (par la construction d'un bâtiment public, par l'alimentation d'une chaufferie bois, etc.) ;
> accompagner les élus dans le développement du mode de vente des bois des collectivités en contrat ;
> accompagner les élus dans des stratégies locales de préservation de la biodiversité ;
> impliquer les plus jeunes sur ces sujets d'avenir ;
> analyser et approfondir de nombreuses thématiques telles que : le carbone forestier, le foncier forestier, le bois-énergie.

Programmes développés avec le soutien de :

France Bois Forêt Interprofession Nationale — Gouvernement Liberté Égalité Fraternité — Coopération France-Québec — Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères Liberté Égalité Fraternité — Québec

EN 2025, plusieurs programmes portés par les Communes forestières ont reçu le soutien de France Bois Forêt (grâce à la CVO) :

Identifier et anticiper les risques liés aux changements climatiques > Cf. p37 ;

Accompagnement des collectivités pour utiliser du bois local et français > Cf. p39 ;

Développer le recours aux contrats d'approvisionnement pour la vente des bois des forêts des collectivités > Cf. p42 ;

Accompagner les collectivités locales pour l'appropriation de la stratégie nationale pour les aires protégées (SNAP) > Cf. p46 ;

« Dans 1000 communes, la forêt fait école » > Cf. p47;

Organisation du Salon des Maires et des Collectivités Locales > Cf. p58

Ainsi, que des programmes multipartenariaux :

Vers une démarche RSO de la filière forêt-bois > Cf. p28

Plusieurs programmes ont également reçu le soutien du ministère en charge des forêts :

Déployer l'acculturation au risque incendie de forêt et la mise en œuvre des obligations légales de débroussaillement > Cf. p36;

Développer le recours aux contrats d'approvisionnement pour la vente des bois des forêts des collectivités> Cf. p44 ;

« Dans 1000 communes, la forêt fait école » > Cf. p47;

Développer des politiques forestières territoriales innovantes.

L'ÉLU FORESTIER-MÉDIATEUR

EN 2019, pour accompagner les élus dans leurs missions de médiation, Communes forestières France a lancé le programme « élu forestier-médiateur ». L'objectif de ce programme était de développer et de tester des outils et démarches de médiation.

Près de **30 projets** ont été menés et les travaux des Communes forestières ont abouti à une **classification des dispositifs créés** :

> les indispensables ;
> écouter et comprendre ;
> développer l'échange ;
> pérenniser des gouvernances forestières locales.

Téléchargez le guide de l'élu forestier-médiateur



En conclusion du programme, Communes forestières France a publié un **guide synthèse à destination des élus et des services techniques**.
L'objectif de ce guide est de recenser (de manière non exhaustive) et de présenter, à l'aide de retours d'expérience, les outils et démarches de médiation développés par les Communes forestières et leurs partenaires.

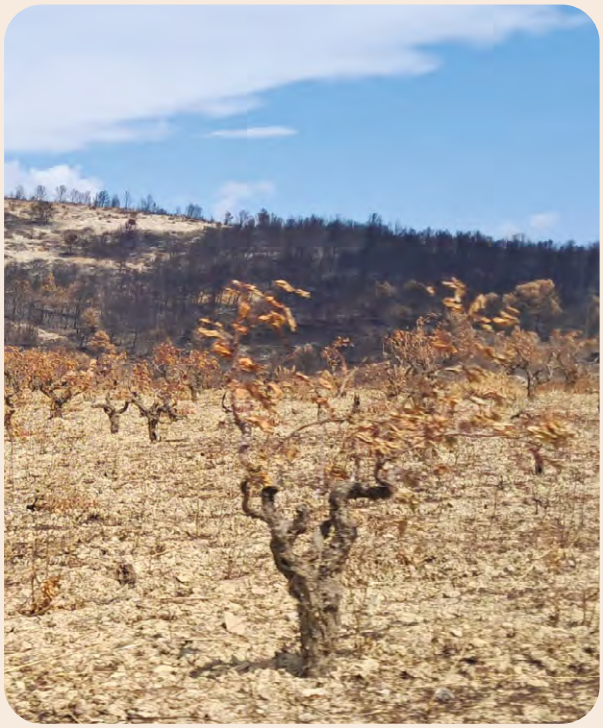
ACCOMPAGNER LES ÉLUS DANS LA PRÉVENTION ET LA GESTION DES RISQUES LIÉS À LA FORÊT



Avec le changement climatique, les crises affectant la forêt s'intensifient : attaques sanitaires, tempêtes, incendies, fortes chaleurs et sécheresse, inondations et embâcles... En matière de risques (naturels, technologiques, sanitaires...), les élus municipaux sont responsables de la sécurité publique et ont en charge :

> la prévention des risques ;
> l'information des populations ;
> la gestion de crise.

Communes forestières France se tient aux côtés des élus pour les accompagner dans toutes ces missions (voir pages suivantes).



∧ *Feux de forêt dans l'Aude*

Déployer l'acculturation au risque incendie de forêt
et la mise en œuvre des obligations légales de débroussaillement

LA PRÉVENTION ET LA LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊT

Face à ce risque de plus en plus accru en termes d'intensité, de fréquence et de périmètre géographique, Communes forestières France intensifie la sensibilisation et l'accompagnement des maires sur la prévention. Un programme dédié, soutenu depuis quatre ans par le ministère en charge des forêts, permet de sensibiliser largement et régulièrement les élus à la réglementation des obligations légales de débroussaillement (OLD).

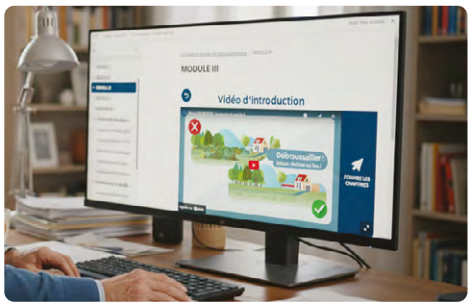
LES COMMUNES FORESTIÈRES ONT MIS EN PLACE DE NOMBREUSES ACTIONS

> **réunions de sensibilisation à destination des maires et services municipaux sur le « Risque feu de forêt et les OLD » dans toute la France ;**

> **création et animation de hotlines sur les OLD ;**

> **accompagnements de territoires sur la mise en œuvre des OLD ;**

> **création d'un MOOC gratuit et accessible à tous sur les OLD** > Cf. p52 **;**



> **organisation de voyages d'étude pour faciliter le partage d'expériences entre les territoires ;**

> **participation à la mise en œuvre de la loi du 10 juillet 2023** (groupes de travail nationaux et locaux) **;**

> **création d'outils d'accompagnement des élus ;**

> **communication pour sensibiliser largement, avec une participation au déploiement de la campagne annuelle nationale des OLD et de celle sur les feux de forêt et de végétation ;**



> **un volet de coopération franco-québécoise avec la Société de protection contre les feux (SOPFEU) autour de la sensibilisation et l'atténuation du feu a également été développé** > Cf. p74**.**

64 réunions d'information sur les OLD

24 interventions en conseils communautaires

Près de **3000** personnes (élus et services) sensibilisées

Hotlines existantes dans de 4 régions différentes **17** départements

Identifier et anticiper les risques liés aux changements climatiques

DÉVELOPPER UNE STRATÉGIE D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE





Avec le changement climatique, la forêt est exposée à d'autres risques qui ne cessent de s'intensifier : risques sanitaires, arbres dépérissants et chutes d'arbres, embâcles et inondations, risques ayant un impact sur la santé publique... Autant de facteurs qui génèrent de nombreuses interrogations de la part des élus et des acteurs de la filière forêt-bois.

Ainsi, avec le soutien de France Bois Forêt, Communes forestières France porte un programme dédié à l'anticipation de ces risques.
Ce programme prévoit :

- d'identifier et caractériser tous les risques liés à la forêt ;
- de répertorier les acteurs impliqués à différentes échelles ;
- de comprendre les besoins des élus sur ces thématiques en recensant les outils et dispositifs existants pour les préparer à la gestion des risques ;
- de recenser les bonnes pratiques de gestion des risques forestiers à travers plusieurs exemples territoriaux ;
- de sensibiliser les élus sur ces thématiques à travers des événements dédiés : webinaires, formations, tables rondes...

Afin d'informer sur les responsabilités et obligations légales des élus en cas d'accidents liés aux risques forestiers, un webinaire a été organisé à deux reprises avec deux intervenants juristes.
En tout, plus de 300 personnes ont participé à ces deux sessions. Afin de regrouper les supports, un espace dédié à ce sujet a été créé sur la plateforme nationale de formation.





COMMISSION RISQUES

Cette commission suit notamment les programmes DFCI et risques.
Très active, elle a poursuivi son travail **EN 2025**, une année marquée par une actualité intense en matière de feux de forêts. Cela a nécessité des travaux et interventions des élus concernés. Ainsi, les élus de la commission ont été mobilisés en continu au cours des différentes phases d'élaboration et de mise en œuvre de la loi du 10 juillet 2023 : participation à de nombreux groupes de travail thématiques, contributions à l'écriture des décrets par les ministères concernés, implication dans l'élaboration de la Stratégie nationale de défense des forêts contre les incendies. Dans le cadre de la campagne interministérielle de prévention des feux de forêt ou d'événements spécifiques sur la DFCI (webinaires, journées de visites terrain...), plusieurs élus ont témoigné de leurs actions.

Découvrir

Accompagnement des collectivités pour utiliser du bois local et français

LA CONSTRUCTION EN BOIS LOCAL & FRANÇAIS





La construction bois est au cœur des préoccupations de Communes forestières France depuis de nombreuses années.
Dès 2012, les Communes forestières ont mis en œuvre le programme « 100 constructions publiques en bois local ». Ce dossier s'est conclu en 2020 par la production d'un outil d'Analyse des Retombées Territoriales des projets bois, l'indicateur « ART ».

Aujourd'hui , avec le soutien de France Bois Forêt, Communes forestières France coordonne le programme d'accompagnement des collectivités à l'utilisation du bois local et français.

À travers la construction bois, les élus des Communes forestières cherchent à renforcer les circuits courts, valoriser leur territoire en utilisant du bois récolté et transformé proche du lieu de construction, et maximiser les retombées économiques en faisant travailler les entreprises locales.



© 1 École au fil du tan - Studio Iada / © 2 Atelier des Marbres (Ilhet) - Tipy architecture / © 3 Gymnase - Haïku Architecture / © 4 Crèche Saint-Flour - IN6TU architectes



AVANTAGES DE L'UTILISATION DU BOIS LOCAL DANS LES PROJETS DE CONSTRUCTION

ENVIRONNEMENT
Permet de stocker du carbone durablement et de maintenir une activité de récolte et donc d'aménagement forestier dans les forêts des collectivités.

SOCIAL
Permet de maintenir des emplois dans les entreprises du territoire et de sensibiliser le grand public à la gestion forestière et à l'utilisation du bois.

ÉCONOMIQUE
Le recours au bois local et aux entreprises locales de transformation et de construction génère des retombées directes sur le territoire.



© Apache Architecture

POURQUOI UTILISER DU BOIS LOCAL ?

L'utilisation du bois « local » rapporte en moyenne au territoire

80 % de l'investissement de la collectivité

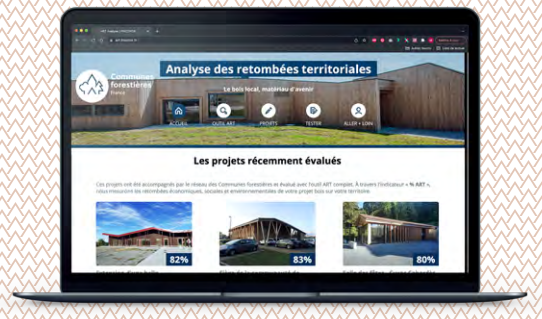
contre

30 % dans le cas de bois d'importation.

100 m³ de bois local mis en œuvre équivaut à :

- **3 ha** de forêt gérés pendant **80 ans**
- **2** 2 emplois à plein temps sur un an
- **100 t CO_2** stockées dans les produits bois utilisés
- et
- **110 t CO_2** évitées par substitution à un autre matériau

A.R.T.
Un indice pour calculer les retombées territoriales d'un projet de construction



Communes forestières France a développé, en collaboration avec le cabinet conseil et d'audit PKF Arsilon, l'outil A.R.T. – Analyse des Retombées Territoriales :

art.fncofor.fr

Il permet d'évaluer les retombées économiques, sociales et environnementales des projets dans un rayon de 80 km.

Ainsi, il vous est possible d'estimer (avant le projet) et de calculer (lorsque le projet est terminé), les retombées du projet sur votre territoire en termes de :

- flux financiers réinjectés sur le territoire ;
- emplois créés ou maintenus ;
- surface de forêt gérée ;
- tonnes de CO_2 stockées ou évitées.

JANV. 2025 > DÉC. 2025

Chiffres clefs du programme «Construction en bois local & français»

+ de 3100 personnes

(élus, architectes, bureaux d'étude, entreprises, partenaires...) sensibilisées, informées, formées à la construction en bois local et français via des formations, journées d'informations, visites de terrain, webinaire, demandes d'information

environ 300 activités

organisées par les Communes forestières ou en collaboration avec les partenaires de la filière dont 74% sont des activités de contact direct (webinaire, formation, visite, demande d'information, etc.)



© GS Rosa Bonheur - Kevin DOLMAIRE

+ de 430 projets accompagnés

par le réseau des Communes forestières

dont

52 projets livrés

Nous avons estimé un volume de

1 780 m³ de bois local tracé (bois délivré, vente de gré à gré et marques de certification).

LES MARQUES COLLECTIVES DE CERTIFICATION, garantes de la traçabilité et la localité du bois

Il existe quatre marques de certification : Bois des Alpes™, Bois des Territoires du Massif central™, Bois des Pyrénées™ et Lignum Corsica©. **Ces marques sont la solution pour inscrire le bois local dans les marchés publics.** Elles permettent aux élus de :

- participer à la gestion durable et à la valorisation des bois issus de massifs de montagne et certifiés (PEFC/FSC) ;
- opter pour des produits de qualité, tracés à 100% de la forêt au produit fini, à un prix compétitif ;
- soutenir les entreprises de la filière forêt-bois en favorisant le travail de collaboration et ainsi apporter de la valeur ajoutée aux territoires.

Lorsqu'un territoire n'est pas couvert par une marque de certification, il reste possible d'utiliser du bois issu de sa propre forêt ou de forêts proches du lieu de construction du bâtiment. Si l'utilisation du bois local s'avère impossible, **la vision des élus est alors de privilégier le bois français en mobilisant des ressources et entreprises du territoire national.**

Développer le recours aux contrats d'approvisionnement pour la vente des bois des forêts des collectivités

LA CONTRACTUALISATION, un outil pour valoriser les bois des forêts communales

POUR RAPPEL

La démarche de contractualisation s'inscrit dans le contexte des difficultés d'approvisionnement rencontrées par les entreprises de première transformation à la suite de la crise sanitaire du COVID-19, ainsi que dans les conclusions du rapport du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) publié en 2022.
Dans ce cadre, Communes forestières France est engagée dans la contractualisation depuis 2022.

EN 2025, **Communes forestières France a poursuivi le renforcement de ses engagements** avec **35%** **des volumes de bois vendus en contrats d'approvisionnement**, toutes essences confondues, atteignant ainsi l'objectif fixé par l'État pour 2025.

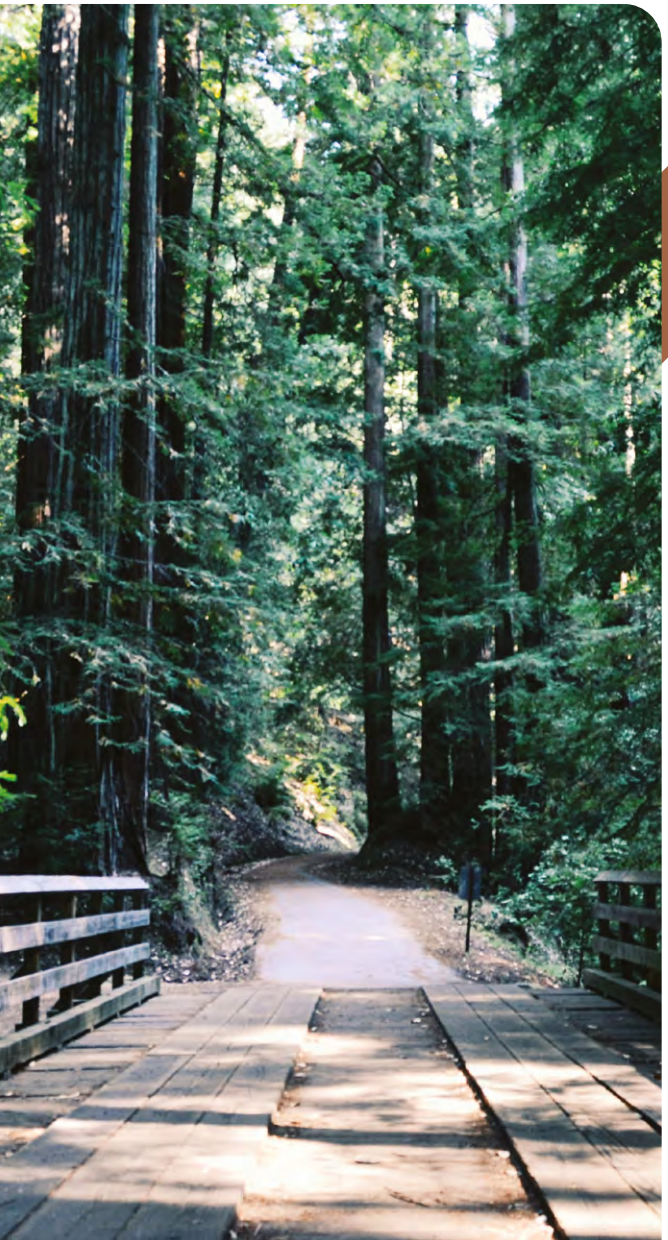
Pour le chêne, le taux de contractualisation atteint **22%**. L'objectif de 25% n'est pas tout à fait atteint à cause d'un marché du chêne moins dynamique et des prix en baisse.

Aux yeux des élus, **la vente en contrat est le mécanisme qui apporte le plus de garanties pour sécuriser les approvisionnements des entreprises françaises et structurer la filière.**



EN 2024, le kit contractualisation réalisé par la Fédération et l'ONF qui regroupe les informations nécessaires à la bonne compréhension du principe et de la technicité du contrat d'approvisionnement, a été déployé par les unions régionales.

EN 2025, **après la période de test de 2024, Communes forestières France, en collaboration avec l'ONF, a travaillé à la mise à jour et à l'amélioration des documents du kit pour le rendre plus accessible.**



DES ÉLUS MOBILISÉS pour la commercialisation des bois

Le comité National des Ventes (CNV) est composé du bureau fédéral. Ce comité se réunit chaque mois avec la direction commerciale de l'ONF. Lors de ces rencontres, **les participants font un état des lieux du marché du bois ; les élus définissent pour l'ONF les conditions de négociation des prix du bois en contrat et travaillent sur des thématiques liées à la contractualisation.**

ACTIONS MENÉES en 2025

RENCONTRES

11 rencontres du CNV
ainsi que
3 rencontres de la Commission nationale des forêts communales

4 rencontres du réseau contractualisation organisées par le national



Publication d'

1 Guide pratique sur la gestion de la TVA

qui présente le principe général de la TVA et détaille, via des fiches pratiques, les différents régimes de TVA

Travail sur la

dématérialisation des factures

enquête auprès des secrétariats de mairie, analyse des réponses et présentation des résultats aux élus et à l'ONF lors d'un CNV. 6 rencontres avec l'ONF, la FNB et la DGFiP pour travailler sur le processus à mettre en œuvre afin de faciliter le passage obligatoire vers la facturation dématérialisée

Travail sur l'

amélioration des documents relatifs au contrat d'approvisionnement

ainsi que sur les documents du kit. Identification des améliorations possibles faite avec le réseau, suivies

de **4 rencontres** entre ONF et Communes forestières

NOMBREUSES COMMUNICATIONS

- rédaction d'articles dans les infolettres régionales et nationale
- participation à des conférences de presse
- mise à jour des informations sur les sites internet des Communes forestières
- article pour la Lettre B de France Bois Forêt
- présentations et témoignages d'élus lors des assemblées générales des Communes forestières

DÉVELOPPEMENT DE

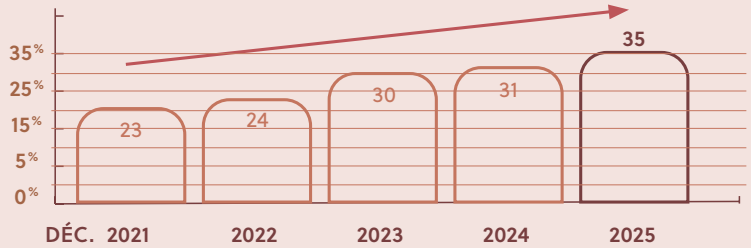
contrats d'approvisionnement territoriaux

suivi de celui de La Salvetat, développement d'un contrat territorial dans le Cantal et mise en place d'un contrat en région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec l'ONF

activités d'information variées

webinaires, rencontres en présentiel, visites d'usine et de forêt, voyages d'étude, accompagnement des élus, etc.

POURCENTAGE DE BOIS CONTRACTUALISÉ, TOUTES ESSENCES CONFONDUES, DANS LES FORÊTS DES COLLECTIVITÉS



Toutes ces activités ont permis de :
sensibiliser, informer et accompagner
2 135 élus
pour **2 070 communes** ;

d'atteindre, pour les forêts des collectivités
EN CONTRAT D'APPROVISIONNEMENT:



35 % de volume
toutes essences confondues

OBJECTIF ATTEINT



22 % de volume
pour le chêne
L'OBJECTIF ÉTAIT DE 25 %.

LES AVANTAGES DE LA CONTRACTUALISATION

Parmi nos élus, on observe une grande disparité dans l'expérience de la contractualisation. Ceux qui l'ont intégrée à leurs options de vente soulignent les **avantages suivants** :

SUR LE PLAN FINANCIER :
> garantie que le bois sera vendu, assurant ainsi une recette stable ;
> meilleure valorisation des bois de qualité moyenne.

EN TERMES D'IMPACT TERRITORIAL :
> l'argument principal réside dans l'approvisionnement des entreprises locales, apportant de la valeur ajoutée au territoire et contribuant à la préservation des entreprises et des emplois locaux.

D'AUTRES OUTILS clés pour les élus

LE PORTAIL DES COLLECTIVITÉS est un outil à destination des élus propriétaires de forêt. **Cette plateforme en ligne, fruit d'un travail commun entre notre Fédération et l'ONF, permet d'accéder aux données des forêts de chaque collectivité** via un accès privé et sécurisé.
En quelques clics, il est possible de consulter des informations clés telles que :
> la carte des forêts de votre commune ;
> les coordonnées du gestionnaire ONF ;
> les programmes de coupes et leur mise en œuvre ;
> l'historique des recettes de ventes de bois ;
> ou encore le document d'aménagement de la forêt.



L'OBSERVATOIRE DES VENTES, **développé par Collectivités forestières Occitanie Pyrénées-Méditerranée, permet aux élus de se renseigner sur le marché du bois en forêt publique.**
En effet, plusieurs unions régionales mettent à disposition sur leur site web des analyses en lien avec les ventes de bois réalisées par l'ONF. Des graphiques simples et des mises à jour régulières facilitent l'appréhension de la dynamique des ventes en forêt publique. **Ainsi, les élus sont mieux outillés pour comprendre les propositions de l'ONF et améliorer le pilotage de leur politique commerciale.**



Accompagner les collectivités locales pour l'appropriation de la stratégie nationale pour les aires protégées (SNAP)

ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS
dans la mise en œuvre de la stratégie nationale pour les aires protégées (SNAP)

Lancé EN 2024, en partenariat avec l'Office national des forêts, ce programme vise à mieux outiller les communes propriétaires dans leurs stratégies de préservation de la biodiversité.

Le programme d'actions vise à la **création d'un ensemble documentaire permettant aux élus de s'approprier les différents outils existants** au sein de la stratégie nationale pour les aires protégées, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre (financement, implications juridiques, maîtrise du foncier, etc.). Cette analyse sera enrichie et illustrée par des retours d'expérience concrets identifiés par les Communes forestières.
Ce guide sera produit pour l'arrivée des nouveaux élus EN 2026.

FORÊTS PÉDAGOGIQUES :
« Dans 1000 communes, la forêt fait école »

C'est le programme d'éducation à la forêt lancé EN 2019 **par Communes forestières France.**

Il propose aux communes de confier à un groupe d'enfants une parcelle en forêt communale afin de les sensibiliser au fonctionnement des écosystèmes forestiers, à leurs fonctions dans le territoire, aux acteurs de la filière forêt-bois ainsi qu'aux rôles des élus des Communes forestières.





Philippe CANOT,
Président de Communes forestières France

« **Notre Fédération a imaginé et mis en œuvre le programme des Forêts pédagogiques afin de reconnecter les plus jeunes – citoyens de demain – aux territoires forestiers. Les enfants réfléchissent à la façon de valoriser la parcelle de forêt qui leur est confiée et deviennent ainsi de véritables ambassadeurs.**

LE PROGRAMME EST AUJOURD'HUI EN DÉVELOPPEMENT AVEC :

180 Forêts pédagogiques associant **350 communes**

+ de **50 000** **personnes sensibilisées** depuis le début du programme

+ de **500** **actions réalisées** (interventions en classe, sorties en forêt, visites d'entreprises...) durant l'année scolaire 2024-2025

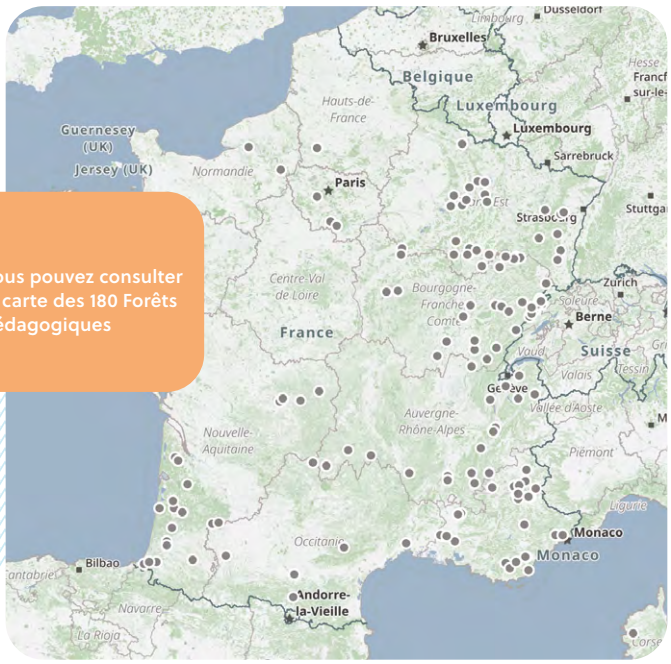
Des expérimentations de Forêts pédagogiques menées au niveau collège

Thématiques phares

pour l'année scolaire 2024-2025
Transformations et usages du bois

pour l'année scolaire 2025-2026
« Citoyenneté et démocratie locale ».
Les enfants seront invités à se projeter dans la posture d'un décideur local, à débattre collectivement et à proposer des orientations pour la gestion de leur parcelle.

Avec le soutien de France Bois Forêt, du Gouvernement et de la Commission permanente de coopération franco-québécoise.



Vous pouvez consulter la carte des 180 Forêts pédagogiques

Des réseaux actifs de Forêts pédagogiques

Afin de favoriser le partage d'expériences entre élèves, enseignants et élus, les Communes forestières animent des réseaux de Forêts pédagogiques aux échelles locales et organisent des rencontres réunissant l'ensemble des acteurs impliqués dans les projets.



Des outils pour accompagner les élus et les enseignants

Afin de permettre aux enseignants et aux élus de s'approprier des connaissances sur la forêt et le bois et de les transmettre aux enfants, **des outils pédagogiques et d'animation sont conçus par les Communes forestières** et mis à disposition des acteurs des Forêts pédagogiques : jeu de société, carnet d'activités, poster illustré sur l'aménagement forestier, fiches pédagogiques thématiques, etc.

Le jeu « **Forestiers, à vous de jouer !** », initialement développé par Collectivités forestières Normandie puis adapté au niveau national, est en cours de réimpression. Il est disponible sur prêt ; n'hésitez pas à vous renseigner auprès de votre union régionale.



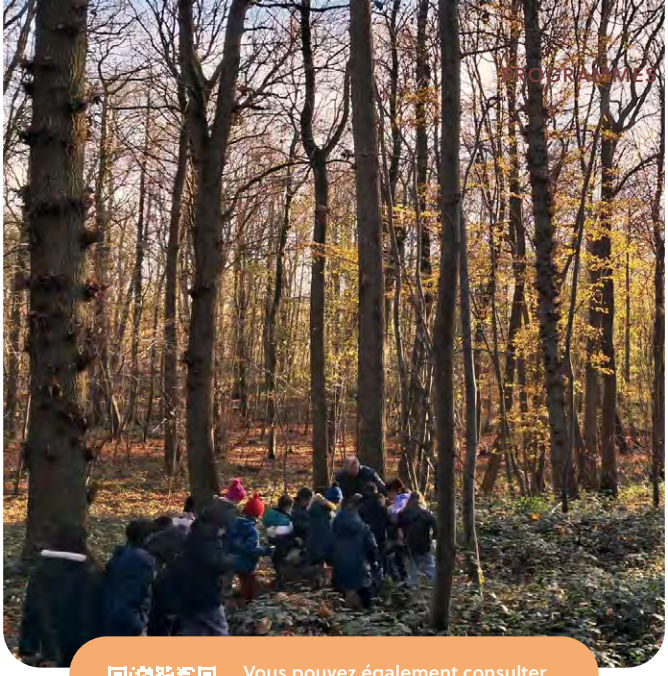
Volet international

Afin d'appréhender la diversité des espaces forestiers et des enjeux globaux tels que le changement climatique, des classes françaises partagent leur expérience avec des élèves du Québec, en formant des binômes internationaux. EN 2025, Communes forestières France a poursuivi son partenariat avec l'Association forestière québécoise du Saguenay-Lac-Saint-Jean, en œuvrant à la création de nouveaux binômes.
Ce volet international est co-construit avec la Commission de coopération permanente franco-québécoise. > Cf. p74

Votre commune est intéressée ?

Le programme continue son expansion. Plusieurs communes rejoindront le programme au cours de l'année scolaire 2026-2027. Les réseaux départementaux et régionaux alimentent la dynamique du réseau national en réunissant élus, enseignants et permanents des Communes forestières tout au long de l'année scolaire. Ces rencontres permettent de travailler sur les thématiques forestières et l'éducation à la gestion durable et multifonctionnelle de la forêt. Pour plus d'informations, contactez votre union régionale > Cf. p83.

> Sortie en Forêt pédagogique de Saint-Witz (95)



Vous pouvez également consulter les vidéos de présentation du programme et le dépliant d'information sur le site internet de Communes forestières France.



∧ Rencontre entre les Forêts pédagogiques de Lans-en-Vercors (38), Entremont-le-Vieux (73) et Saint-Pierre-d'Entremont (73)

Salon International de l'Agriculture 2025

Lors de l'édition 2025 du Salon International de l'Agriculture (SIA), Communes forestières France a proposé une journée d'animation permettant aux visiteurs de découvrir le jeu « Forestiers, à vous de jouer ! ».

Communes forestières France, en partenariat avec la filière forêt-bois, pour des actions d'éducation à la forêt

Communes forestières France œuvre en partenariat avec les acteurs de la filière forêt-bois pour la mise en place d'actions d'éducation à la gestion multifonctionnelle et durable de la forêt : ministère chargé de la forêt, France Bois Forêt, Teragir, etc.



> Forêt pédagogique de Clavières, Ruynes-en-Margeride (15) – Visite d'une scierie



Formation

Former les élus est au cœur des missions de Communes forestières France. Chaque année, les associations départementales, les unions régionales et l'Institut de Formation Forestière Communale (IFFC) proposent des formations et des réunions d'information couvrant un large panel de sujets forestiers.

STRATÉGIE DE FORMATION de Communes forestières France

En DÉC. 2025, le conseil d'administration a validé la nouvelle stratégie de formation. Cette stratégie vise à renforcer le pilotage partagé, la complémentarité des actions et la mutualisation des expertises. Elle a pour ambition de doter la Fédération d'un dispositif de formation lisible, cohérent et visible à l'échelle nationale, capable de porter une voix collective forte.
La stratégie repose sur une segmentation en cercles d'élus, permettant de proposer des parcours de formation différenciés et adaptés.
Ce document et sa synthèse sont disponibles sur demande auprès de la Fédération.

INNOVATION PÉDAGOGIQUE



Consultez la plateforme de formation en ligne

Face à une demande croissante et à la disponibilité limitée des élus, Communes forestières France a développé EN 2024 une **plateforme de formation en ligne**, enrichie EN 2025 par l'ouverture au grand public du **cours en ligne sur les obligations légales de débroussaillement (OLD)**.

Lors du séminaire des permanents, l'IFFC a sensibilisé le réseau aux opportunités offertes par cette plateforme numérique. L'accompagnement à la prise en main se poursuivra EN 2026.
Par ailleurs, de nombreuses formations sont désormais proposées en **visioconférence**, renforçant l'accessibilité et permettant une meilleure agilité des élus dans l'organisation de leur agenda.

FORMATION des élus du bureau

L'IFFC a proposé aux élus une formation introductive à l'**intelligence artificielle**. Organisée à distance, elle a suscité un vif intérêt, conduisant les élus du bureau à souhaiter poursuivre le développement de leurs compétences — ainsi que celles de leurs collaborateurs — sur l'utilisation de l'IA générative.



© Raj Alaya

LE MOOC « Obligations légales de débroussaillement (OLD) »

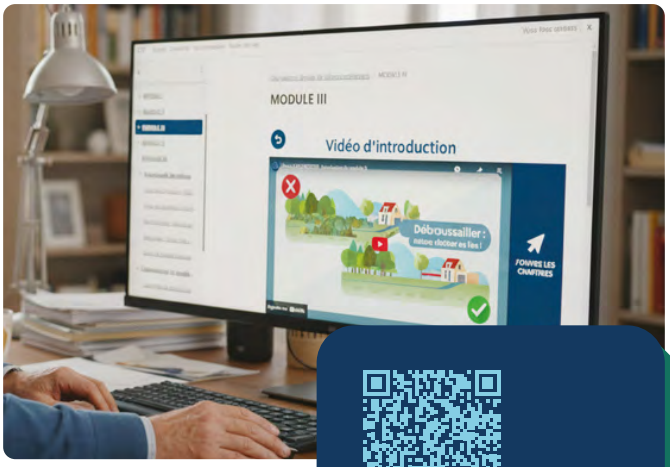
Afin d'accompagner les élus dans leurs missions de prévention et de gestion des risques, Communes forestières France, avec le soutien du ministère chargé de la forêt, a développé **un cours en ligne ouvert à tous** sur les OLD.

OBJECTIFS DU MOOC

Ce cours vise à :

> renforcer les connaissances sur les OLD au travers de modules dédiés :
- enjeux du risque feu de forêt ;
- défense des forêts contre l'incendie ;
- cadre réglementaire des OLD ;
- compétences et responsabilités du maire ;

> offrir un apprentissage **flexible** et **accessible à son propre rythme**.



Soutenu par

MINISTÈRE
DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE,
DE LA BIODIVERSITÉ
ET DES NÉGOCIATIONS
INTERNATIONALES
SUR LE CLIMAT ET LA NATURE
Liberté
Égalité
Fraternité

Accédez au MOOC
Aucun compte n'est nécessaire : cliquer sur « Accéder en tant qu'anonyme ».

Le MOOC complète les dispositifs déjà proposés par les Communes forestières : réunions d'information départementales, hotlines, accompagnement des territoires, etc.

DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES des salariés du réseau

L'un des axes d'action de l'IFFC consiste à accompagner les salariés du réseau et de l'équipe nationale dans la montée en compétences nécessaires à l'appui des élus.
EN 2025, des formations et des ateliers ont permis de renforcer les connaissances des équipes sur :

> les fondamentaux de la commande publique ;
> l'intelligence artificielle.

Ces actions seront poursuivies et amplifiées EN 2026, notamment sur les compétences transversales et les connaissances métiers.

INTERVENTIONS DES ÉLUS dans la formation des nouveaux TFT de l'ONF

Les élus et les salariés de l'équipe nationale interviennent dans le cycle de formation des nouveaux techniciens forestiers territoriaux (TFT) de l'ONF, en animant la séquence : **« Le rôle du technicien forestier vis-à-vis des élus de son territoire »**. Cette intervention est particulièrement appréciée des participants.



Communication

La communication retranscrit la stratégie politique actée et partagée par les élus. Elle contribue à l'influence, à la notoriété et au développement des Communes forestières. Elle se construit en réseau, à la fois en interne et avec les acteurs de la filière, à travers des groupes de travail spécifiques.
Elle est le fruit d'un travail de cohésion, d'échange d'informations et de partage d'expertises avec les communicants des unions régionales qui permet le développement d'outils adaptés aux différents programmes portés par la Fédération : guides, plaquettes d'information, etc.

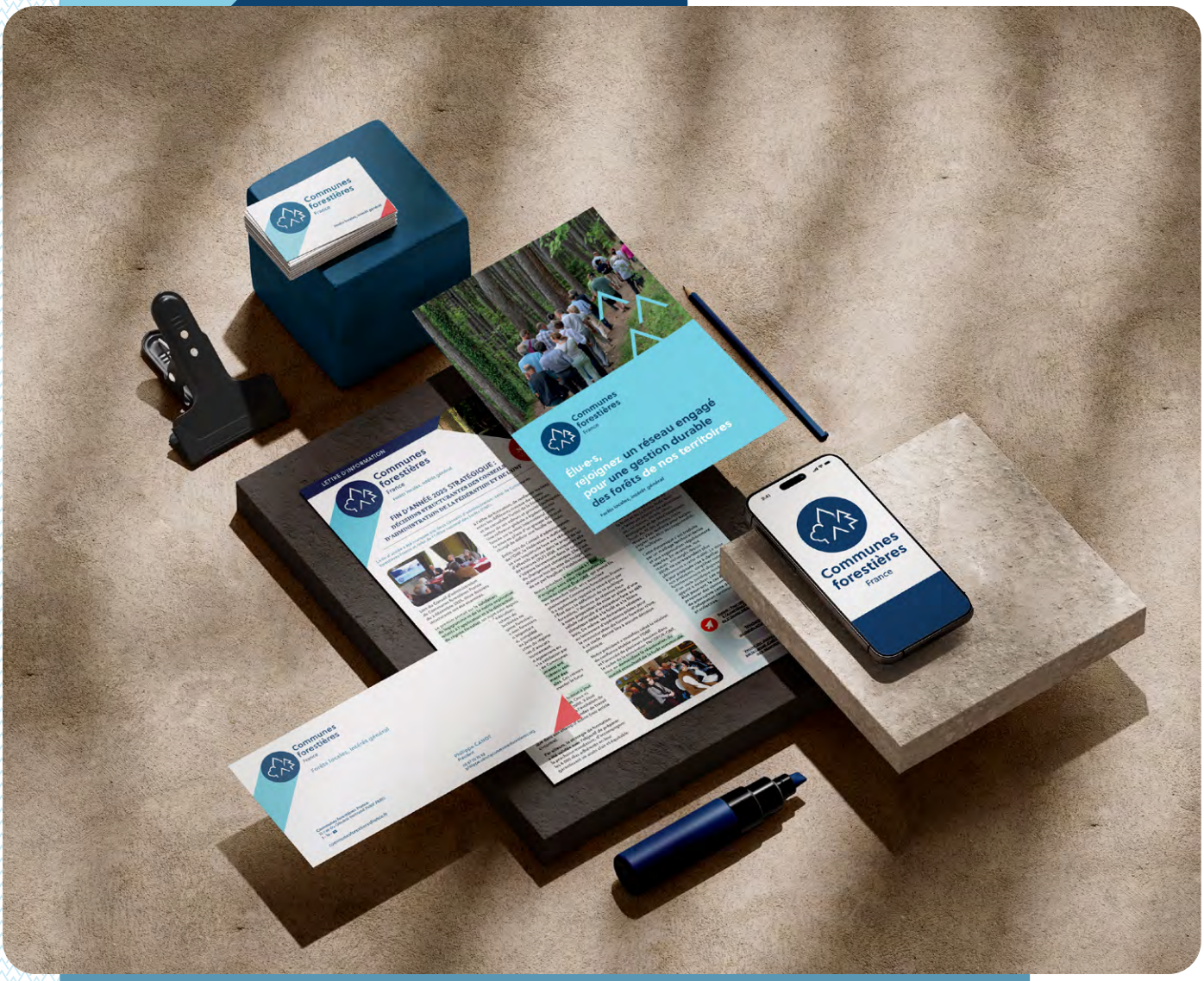
UNE NOUVELLE IDENTITÉ GRAPHIQUE

Communes forestières
France

La nouvelle identité graphique, lancée lors du Congrès de la Fédération, les **19 & 20 JUIN 2025**, a été réalisée en étroite concertation avec la commission communication, les unions régionales, le bureau fédéral et le conseil d'administration.

Une nouvelle signature :

Forêts locales, intérêt général



Une déclinaison de nombreux outils (modèles de présentation PowerPoint, courriers, affiches, cartes de visite, signalétique, goodies, etc.) a été mise à disposition des unions régionales afin de faciliter le déploiement de cette nouvelle charte.

Réunions

8 réunions
organisées avec
les référents
communication
des unions régionales

Revue des Communes forestières

2 000 abonnés

Un contenu dense,
une soixantaine de pages
pour relayer les actualités
politiques et les différents
projets menés en région

Publications

Lettre d'information - Communes forestières France

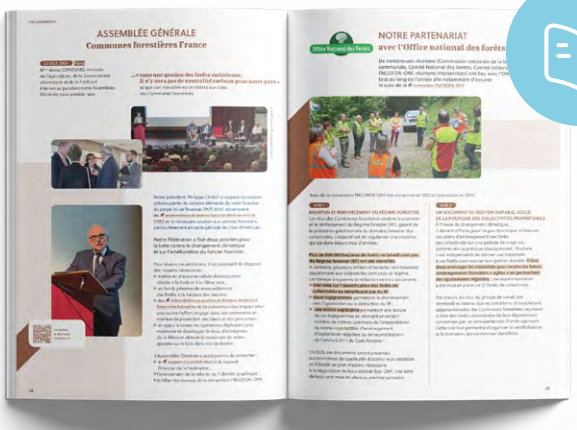
+ de 8 000 contacts • 11 n°/an

En JUIN 2025, *COFOR info* a évolué tant dans son intitulé que dans son identité graphique, pour devenir la **lettre d'information des Communes forestières**, sans modification de sa ligne éditoriale.



Diffusée exclusivement auprès des adhérents et des salariés du réseau des Communes forestières, cette newsletter mensuelle **présente les orientations politiques de la Fédération ainsi que les décisions stratégiques portées par le président, en lien avec le bureau et le conseil d'administration**. Elle propose également un panorama de l'actualité de la filière forêt-bois, un suivi des nouveaux projets nationaux et un agenda des événements auxquels la Fédération prend part.



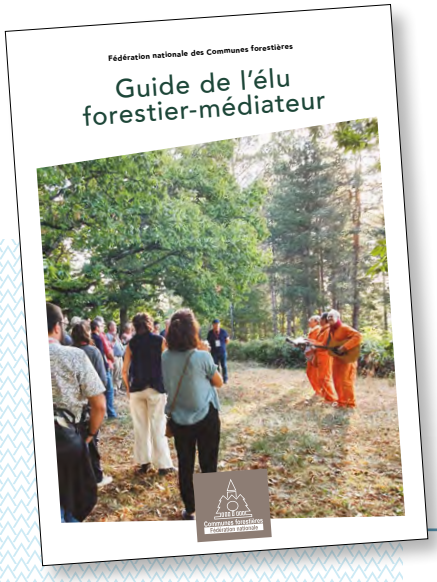


Rapport d'activités

Outil de communication interne et externe, il incarne une vision partagée par les Communes forestières et rend compte de l'ensemble des actions menées au cours de l'année.

LES PUBLICATIONS PHARES de l'année

Le guide de l'élu forestier-médiateur





Face aux enjeux du changement climatique, la Fédération a lancé **EN 2019** le programme « Élu forestier-médiateur », afin d'accompagner les élus dans le développement de nouvelles formes de dialogue et de gouvernance forestière. Ce travail a abouti à l'élaboration d'un guide de synthèse, soutenu par France Bois Forêt et le ministère de l'Agriculture, qui valorise des retours d'expérience et des outils de médiation déployés sur les territoires par les Communes forestières et leurs partenaires.

Téléchargez le guide

NOTRE-DAME DE PARIS renaît au cœur des forêts françaises

MARS 2025

La Fédération et l'Office national des forêts ont mis en lumière leur engagement commun, ainsi que celui de toute la filière, pour la reconstruction de cet édifice emblématique, à travers un livret de 12 pages. En retraçant les grandes étapes de ce chantier, le parcours d'un chêne et en donnant la parole à différents témoins, ce livret raconte l'histoire d'une aventure humaine exceptionnelle.



Retrouvez les témoignages d'élus lors des coupes de ces chênes

Redécouvrir Les racines de Notre-Dame de Paris : *L'histoire de la restitution à l'identique de la charpente*



Téléchargez le livret

Guide pratique sur la gestion de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)



EN NOV. 2025, Communes forestières France a publié un guide à destination des élus qui ont des revenus et des dépenses liés à des activités sylvicoles dans leur forêt. Il vise à les accompagner dans le choix du régime de TVA le plus adapté à la situation de leur commune et de leur budget.

OUTILS NUMÉRIQUES



site internet

communesforestieresfrance.fr

Créée en 2021
Linkedin @Communes forestières France

+ de **3 400** abonnés en 2025

Chaîne YouTube

Communes forestières France
Créée en 2021

RELATIONS PRESSE

La campagne nationale « Feux de forêt et de végétation » & Obligations légales de débroussaillement (OLD)

Dans le cadre du programme OLD > Cf. p52, les Communes forestières ont relayé, pour la quatrième fois, la **campagne nationale de sensibilisation** du grand public aux feux de forêt et de végétation ainsi qu'au déploiement des OLD.

Extrait de la revue de presse à retrouver sur notre site



Consultez les outils de campagne



LE SALON DES MAIRES ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES 2025



© Élodie DAGUIN

Du 18 AU 20 NOV. 2025, au Pavillon 4 « Développement, attractivités et cohésion territoriales », le stand de 60 m² de Communes forestières France et de France Bois Forêt, accolé à celui de 40 m² de l'ONF, a offert aux acteurs de la filière forêt-bois et aux élus locaux un véritable lieu de rencontre, mettant en lumière les actions de notre réseau pour faire face au changement climatique.

Les marques de certification Bois des Alpes™, Bois des Territoires du Massif central™, Bois des Pyrénées™, Lignum Corsica© et le label BOIS DE FRANCE étaient aussi présents, comme chaque année, pour valoriser l'utilisation du bois local dans les projets de construction.

Plusieurs temps forts ont marqué ce salon et ont permis de renforcer nos partenariats, notamment à travers la signature de conventions et lettres d'intention avec :

> **Bois Énergie France/Dalkia**

> **Chambres d'agriculture France**

> **Fédération Nationale des Chasseurs**

Les Trophées du Granulé

Nous avons également participé, pour la première fois, à la remise des **Trophées du Granulé de Bois organisée par Propellet**.

Cette cérémonie, qui comportait **8 prix** visait à mettre en valeur les communes ayant fait le choix d'installer une chaufferie aux granulés de bois.



UNE COLLABORATION AVEC L'INTERPROFESSION FRANCE BOIS FORÊT

La Fédération suit de nombreuses réunions en collaboration avec d'autres membres de France Bois Forêt sur les sujets de communication filière.

EN 2025, **France Bois Forêt** et le **Comité professionnel de Développement des Industries Françaises de l'Ameublement et du Bois** (CODIFAB) ont uni leurs forces pour **lancer « Nos forêts envoient du bois »**, une campagne nationale rappelant le rôle central de la filière forêt-bois au cœur des enjeux environnementaux, économiques et sociétaux en France.



Suivez les comptes @nosforetsenvoientdubois de la campagne :
- Facebook
- Instagram
- TikTok



Actualités

Chaque jour, notre réseau — unions régionales, associations départementales et associations de massifs — défend les intérêts des Communes forestières dans toutes les instances, auprès de l'État et des parlementaires, à l'échelle locale comme nationale. En intégrant les spécificités de leurs territoires, nous accompagnons les élus dans leurs projets. Notre réseau est ainsi devenu un interlocuteur incontournable des politiques forestières territoriales.

La Fédération porte également cette dynamique à l'international, à travers la Fédération Européenne des Communes forestières (FECOF), COFOR International et une coopération durable avec le Québec.

en région



AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Plus d'infos sur le site et sur
Communes forestières Auvergne Rhône-Alpes
@cforestieresaura

Auvergne-Rhône-Alpes est une région où la forêt occupe une place majeure, avec des situations contrastées : Alpes, Massif central, forêts de plaine, influence méditerranéenne…

EN 2025, le réseau a continué de couvrir l'ensemble des compétences des élus liées à la forêt et au bois, bien au-delà des seules forêts publiques. L'union régionale est intervenue sur l'approvisionnement de la filière bois, le foncier forestier, le bois-énergie, le bois construction, les forêts pédagogiques, le risque incendie, les politiques de massifs, ou encore l'équilibre sylvo-cynégétique.

L'ANNÉE 2025 a également été marquée par la relance de l'animation du Réseau régional des territoires forestiers, avec **59 participants**.

Sur tous ces thèmes, l'union régionale intervient à travers la représentation, l'information, la formation, l'accompagnement, le développement d'outils et la communication. Des partenariats techniques et financiers sont créés avec des collectivités, des services de l'État et de l'Europe, des structures forestières ou environnementales. Ces collaborations s'appuient parfois sur des approches innovantes, comme la proposition de spectacles-débats pour communiquer sur les enjeux forestiers avec le grand public, et plusieurs projets transfrontaliers sur le Massif des Alpes.

Exemples d'actions sur le risque incendie :

- sessions de formation, réunions d'information, webinaires… ;
- accompagnement à la mise en œuvre des obligations légales de débroussaillement (OLD) ;
- développement d'outils : permanence téléphonique, guides, analyse cartographique dédiée aux OLD.

CLASSEMENT DE LA RÉGION

2ème Surface boisée

1ère Volume de bois en forêt

1ère Emploi filière forêt-bois



EXEMPLES D'ACTIONS SUR LES FORÊTS PÉDAGOGIQUES :

- mise en place et suivi des Forêts pédagogiques, rencontres intercommunales, mise en relations avec les acteurs de la filière ;
- supports éducatifs, padlet pour centraliser les ressources et faciliter les échanges entre Forêts pédagogiques.



FORÊTS



37% du territoire

21% de forêts publiques,
dont **3/4** des forêts de collectivités

Foncier forestier le plus morcelé de France

1 union régionale

11 associations départementales

986 adhérents
dont **916** communes
43 EPCI

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Plus d'infos sur le site

Réseau des élus de Communes forestières Bourgogne-Franche-Comté en Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage (CDCFS)

La grande faune en forêt génère des déséquilibres compromettant son renouvellement. Afin d'y remédier, Communes forestières Bourgogne-Franche-Comté et l'ONF ont créé, en SEPT. 2025, le réseau régional des titulaires et suppléants des associations départementales en CDCFS. Son objectif est de partager les connaissances et les expériences afin d'élaborer un document d'orientations et de bonnes pratiques destiné aux représentants de l'État.



© Matthieu DHALLEINE

Convention Communes forestières Jura et Haute-Saône avec ENEDIS

Les crises forestières augmentent le risque de chutes d'arbres sur le réseau public d'électricité. Enedis entretient le réseau haute tension pour le compte des collectivités propriétaires, dans une zone de déboisement obligatoire. Or, bon nombre des arbres menaçant ces lignes se situent au-delà. EN 2025, Communes forestières Jura et Haute-Saône, en lien avec l'ONF, ont signé une convention de partenariat avec ENEDIS pour sécuriser ce réseau dans le respect de la gestion durable des forêts. En pratique, sur les linéaires exposés, l'objectif est d'identifier les forêts communales afin que l'ONF traite ce risque dans la gestion courante.

Financer le renouvellement des forêts communales

Communes forestières Bourgogne-Franche-Comté et l'ONF ont lancé des réunions pour présenter les financements mobilisables en vue de renouveler les forêts communales impactées par des crises sanitaires. Ces réunions se poursuivront EN 2026 après les municipales. Un guide régional sur ces financements a été conçu pour diffusion auprès des communes.



1 500 adhérents sur **2 900** communes propriétaires d'une forêt

Foncier (biens sans maître)
137 communes engagées
3 258 parcelles intégrées pour 681 ha

26 formations regroupant **425** élus
64 réunions d'information pour **1 130** participants, dont **813** élus représentant **675** communes

51 Forêts pédagogiques sur **155** communes,
118 classes pour **2 741** élèves
107 actions réalisées,
et **4** collège engagés



CORSE

L'ANNÉE 2025 a été marquée par le renforcement de l'animation territoriale des massifs forestiers grâce au technicien recruté par Communes forestières Corse.
Présent sur le terrain, il est allé à la rencontre des maires des Communes forestières, dans une démarche d'écoute active afin de mieux connaître leurs attentes et leurs priorités.

Cette animation territoriale a permis un accompagnement individualisé des élus et une contribution concrète à leurs projets techniques, qu'il s'agisse de gestion durable, de valorisation de la ressource ou de prévention des risques.



Le technicien a également assuré une coordination étroite avec les partenaires institutionnels, favorisant la mise en cohérence des actions locales avec les orientations régionales et nationales en matière de politique forestière.

Par cette présence de proximité, l'association a consolidé son rôle d'appui technique et de relais entre les Communes forestières et les politiques publiques.



GRAND EST



Protéger nos forêts contre le risque incendie

Face à l'augmentation du risque d'incendie en forêt, Communes forestières Grand Est a élaboré un guide à destination des élus, proposant des repères opérationnels pour la prévention et la coordination des acteurs.



Respecter la hiérarchie des usages

Création d'un guide d'aide à la décision destiné à apporter aux élus des repères pour comprendre les grandes dynamiques de la filière forêt-bois régionale et les leviers d'action pour contribuer au respect de la hiérarchie des usages du bois.

5 nouvelles Forêts pédagogiques, dont **1** collège, pour un total de **34** Forêts pédagogiques



Réduire le morcellement : signature du programme « Petite Forêt Privée »

Les Communes forestières Grand Est ont signé une convention de partenariat avec Fransylva, le CNPF et la Chambre d'agriculture Grand Est. L'objectif est de mettre en synergie les compétences de chaque structure afin de favoriser la mobilisation du petit parcellaire forestier.

> Déploiement opérationnel de l'Observatoire du Foncier Forestier 50 rapports fonciers ont été générés en Grand Est.



50 rapports fonciers générés



25 formations *regroupant* **462** participants

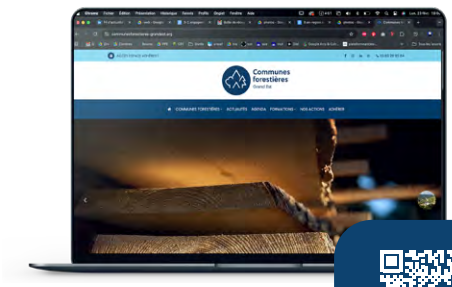
11 réunions d'information *regroupant* **197** participants

Diversification des formats

> des petits-déjeuners forestiers sur le thème du dialogue forêt-société ;
> et des webinaires portant sur le foncier forestier.

Ces initiatives ont suscité un réel intérêt auprès des élus !

L'OBJECTIF : continuer à développer des actions au plus près des besoins des collectivités.



Visitez notre site

Faciliter l'accès à l'information

EN 2025, Communes forestières Grand Est a déployé un nouveau site internet visant à renforcer la lisibilité des actions menées, faciliter l'accès aux ressources et améliorer l'information à destination des élus.

Plus d'infos sur le site et sur
in CommunesForestieresGrandEst
communesforestieresgrandest
f communesforestieresgrandest1


© Léa Dily

ÎLE-DE-FRANCE

Plus d'infos sur :
in Collectivités Forestières Île-de-France

Les premières Assises du foncier forestier en Île-de-France pour agir contre le morcellement

Les acteurs franciliens de la filière forêt-bois se sont réunis à l'initiative de la Région Île-de-France, lors d'un évènement co-organisé avec Collectivités forestières Île-de-France et Fibois Île-de-France. Une centaine de participants ont échangé sur la propriété forestière, les outils de mobilisation, les freins à la gestion durable et les actions possibles pour encourager la restructuration foncière.



Trois inaugurations de Forêts pédagogiques

Trois nouvelles Forêts pédagogiques ont été inaugurées à Buc (78), Nemours (77) et au Vaudoué (77). Cette dernière a été lauréate du prix « Sensibilisation et concertation » du *Trophée des forêts d'Île-de-France 2025* pour son jeu sur les essences d'arbres. La première Forêt pédagogique du Val d'Oise a vu le jour à Saint-Witz (95) !

Publication d'un guide sur le risque incendie

Face à l'affluence croissante en forêt et à l'émergence du risque incendie, un guide destiné aux élus a été publié afin de mieux comprendre et anticiper les feux de forêt. Il détaille le rôle de l'élu, l'intégration du risque dans les documents d'urbanisme, la gestion de crise et la prévention, grâce à des retours d'expérience.





Découvrez notre nouveau site internet

Nouveau site internet

Ce nouveau site, lancé EN 2025, offre une porte d'entrée aux élus vers un accompagnement sur-mesure pour la gestion des forêts franciliennes. Il propose un espace adhérent et des ressources pratiques comme un catalogue de formations et des outils concrets.

24 % du territoire francilien boisé

30 % de forêts publiques
dont
81 % de forêts domaniales
19 % de forêts communales

1300 ha
de parcelles susceptibles d'être des biens vacants et sans maître

Plus de
80 millions
de visiteurs par an
en forêts domaniales d'Île-de-France

5 Forêts pédagogiques

450 élus référents forêt-bois

NORMANDIE



EN 2025, Collectivités forestières Normandie a poursuivi ses actions d'accompagnement des élus dans les différents rôles et responsabilités exercés à travers leurs mandats :

AMÉNAGEURS DU TERRITOIRE

> accompagnement des 7 chartes forestières normandes ;
> conseil aux collectivités sur les documents de planification et d'urbanisme.

RESPONSABLES DE LA SÉCURITÉ

> prévention et gestion des risques en forêt : accessibilité des massifs forestiers, accompagnement à la mise en œuvre des OLD ;
> appui à l'élaboration des Plans Communaux de sauvegarde et exercices opérationnels.

MÉDIATEURS À L'INTERFACE ENTRE LES ADMINISTRÉS ET LA FILIÈRE

> médiation avec forestiers et propriétaires privés pour dénouer des situations conflictuelles ;
> protocole chantier forestier : outil pour renforcer le dialogue avec les professionnels ;
> 1 journée Controverses : « *La sylviculture à couvert continu est-elle vraiment LA solution ?* », ayant réuni plus de 80 personnes.

PROPRIÉTAIRES DE FORÊT DE COLLECTIVITÉS

> accompagnement des élus pour la gestion de leurs forêts ;
> réflexion sur le développement des contrats d'approvisionnement vers les scieries locales ;
> aide aux collectivités sinistrées par la tempête Ciaran pour la reconstitution de leurs forêts ;
> appui à la mise en place d'aires protégées.

MAÎTRES D'OUVRAGE PUBLICS

BOIS CONSTRUCTION

> accompagnement des projets pour intégrer le bois local dans la commande publique;
> Co-animation du Pacte Bois & Biosourcés Normand : 30 signataires.

BOIS-ÉNERGIE

> accompagnement du Pôle métropolitain Caen Normandie suite au Plan d'Approvisionnement Territorial ;
> appui à l'autoproduction/consommation de plaquettes forestières.

Et toujours, l'animation du réseau de plus de

1 100 élus référents forêt-bois normands :
formations,
échanges en forêt,
visites d'entreprises,
retours d'expérience...



Plus d'infos sur le site et sur
𝕏 CoforNormandie
in CommunesForestieresNormandie
f URCOFORNormandie

17 formations dispensées
avec plus de
250 participants
+ de **40** fiches pratiques thématiques

+ de **50 %** des surfaces de forêts normandes couvertes par nos adhérents



1100 élus référents forêt-bois normands

NOUVELLE-AQUITAINE





Congrès et partenariat avec l'Association des Maires Ruraux de France (AMRF)

Le **30 SEPT. 2023** lors du Congrès des maires ruraux de France à l'Alpe d'Huez, Communes forestières France et l'AMRF ont fait une déclaration commune pour demander à l'État que la préservation de la forêt soit une priorité nationale et ont annoncé « *un travail sur la durée, de rapprochement de leurs deux structures pour avancer ensemble sur les enjeux d'avenir de la forêt* ».
Ainsi, Michel CASTAN, président de Communes forestières Nouvelle-Aquitaine, a consolidé ce rapprochement par une rencontre avec Alain CASTANG, président de l'association des maires ruraux de Dordogne, puis par la mise en place d'une convention pluriannuelle de partenariat régional impliquant les 12 associations de maires ruraux de la région.

La signature par l'ensemble des présidents a eu lieu le **25 SEPT. 2025**, lors du Congrès national des maires ruraux à Poitiers.



Retrouvez également l'interview de Jean-Pierre BOSDEVIGIE, secrétaire régional de Communes forestières Nouvelle-Aquitaine, lors de ce congrès

Nématode du pin

La détection d'un foyer de nématode du pin à Seignosse constitue un enjeu majeur pour la forêt landaise. Ce ver microscopique s'attaque aux pins maritimes et peut entraîner leur dépérissement.

Face à cette crise, élus, forestiers et services de l'État se sont mobilisés pour coordonner la réponse : zone réglementée, obligations d'abattage, gestion des bois sensibles et signalement des arbres dépérissants.

Le **24 NOV.**, Communes forestières Landes et Pyrénées-Atlantiques ont organisé un temps d'échange avec les élus locaux. Présidée par Gérard NAPIAS, président de Communes forestières Landes, cette réunion a permis de clarifier les obligations réglementaires, d'échanger sur la commercialisation des bois affectés et d'anticiper les impacts économiques. Les Communes forestières soulignent le rôle central des élus dans une gestion sanitaire efficace et durable du massif landais.



1 133 élus formés
52 formations

34 Forêts pédagogiques

42 bâtiments en bois local accompagnés

9 Chaufferies bois accompagnées sur le 64

Plus d'infos sur le site inCollectivites-forestieres-nouvelle-aquitaine



OCCITANIE PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE



Zoom sur l'élu responsable du risque incendie

Depuis des années, Collectivités forestières Occitanie Pyrénées-Méditerranée accompagne les élus sur la prévention des incendies, en particulier à travers la mise en œuvre des OLD.

L'ANNÉE 2025 a été l'occasion de mettre en avant des actions sur la gestion de crise :

> webinaire sur le rôle du COS/DOS,

> session en présence du procureur de la République dans le Gard devant plus de **100 élus**.

1 union régionale désormais reconnue d'intérêt général

12 associations départementales

2 associations de massif

993 adhérents

dont

922 communes

38 EPCI

6 départements





Retrouvez la vidéo

Elle a également permis de travailler sur les actions post-incendies ; la Région ayant été touchée par le plus grand feu depuis 1949, avec **16 000 ha brûlés** dans l'Aude :

> analyse de **50 retours d'expériences** (RETEX) et organisation de **3 sessions d'échanges** entre élus et SDIS, qui ont abouti à la production de **2 documents** présentant les enseignements tirés des incendies récents afin de renforcer l'anticipation, sécuriser les décisions et structurer l'action communale dans la durée ;

> réalisation d'une **DIGU (Déclaration d'Intérêt Général et d'Urgence)** pour accompagner les élus touchés par des incendies dans la mise en sécurité et l'exploitation des territoires, qu'il s'agisse de forêts publiques ou privées. Cette DIGU a été réalisée, sous maîtrise d'ouvrage du Conseil départemental, pour les **16 communes touchées par le feu de l'Aude**.

79 sessions de sensibilisation

2 journées régionales : bois construction et bois-énergie

2256 élus et techniciens formés

18 chartes forestières de territoires accompagnées

6 guides technqiues

5 formations en ligne

4 observatoires (bois-énergie, bois construction, foncier et ventes de bois)

Plus d'infos sur le site
f CoforOccitanie
in Collectivités forestières Occitanie

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



Une nouvelle dynamique pour la formation des élus

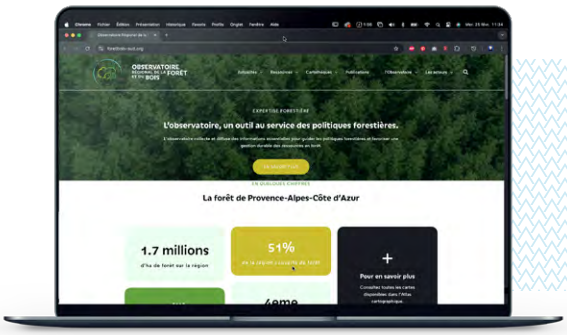
L'offre de formation régionale a été entièrement repensée. Les thématiques, formats et contenus ont été structurés pour répondre aux besoins des élus. Un nouveau catalogue sera déployé à destination des élus du nouveau mandat.

Une mobilisation renforcée autour du débat forêt-gibier

Face au déséquilibre croissant entre forêt et gibier, conduisant à un déficit de régénération des peuplements forestiers, Communes forestières Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est pleinement saisie de la question. Les associations départementales ont activement contribué aux travaux des Commissions départementales de la chasse et de la faune sauvage et encouragé les communes à dialoguer avec les associations de chasse communales et à agir sur les plans de chasse.

Produire et diffuser des informations clés pour les collectivités

L'Observatoire régional de la forêt et du bois a intensifié son action d'information : nouveau site internet, rencontre annuelle sur la santé des forêts, publications et expositions. Il a accompagné plus de 60 collectivités, notamment sur la cartographie des obligations légales de débroussaillement (OLD) et sur la propriété forestière, en produisant des cartographies et en animant des groupes de travail.



BILAN DE NOS ACTIONS

OBLIGATIONS LÉGALES DE DÉBROUSSAILLEMENT

- Implication active pour représenter l'intérêt des communes au moment du renouvellement des arrêtés préfectoraux OLD ;
- Plus de **45 communes accompagnées** ;
- **6 réunions publiques** et visites techniques organisées ;
- Animation de plusieurs groupes de travail et partenariats avec les préfectures.

CONSTRUCTION BOIS

- Plus de **65 projets accompagnés** ;
- **2 bâtiments livrés** en Bois des Alpes™ ;
- **4 constructions** Bois des Alpes™ primées ;
- **8 chantiers** en pin d'Alep et pins noirs.



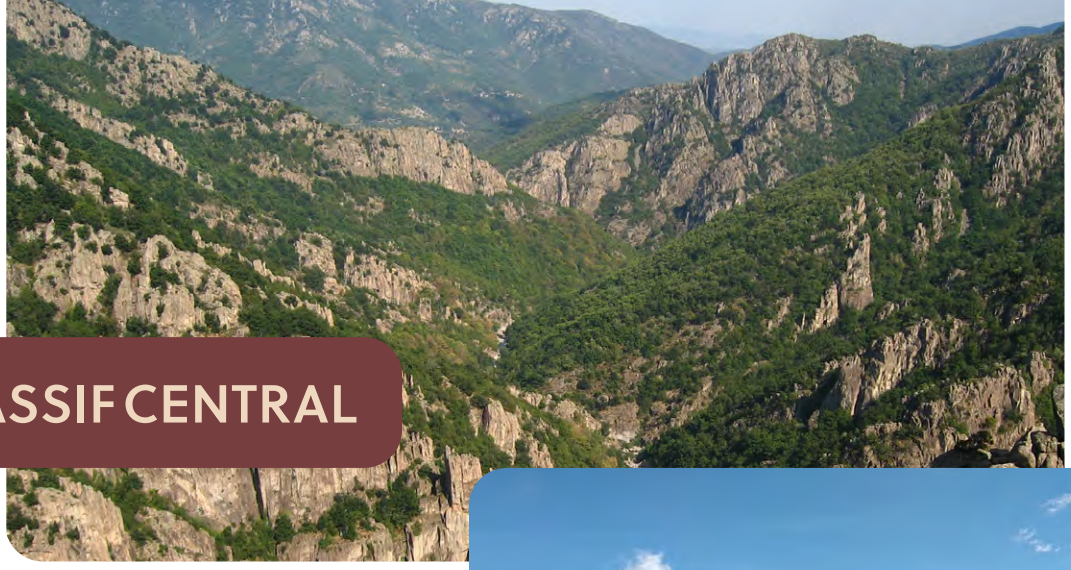
STRATÉGIE FONCIÈRE

- Plus de **40 communes sensibilisées** ;
- **2 coupes publique-privée** menées ;
- **Cartographies des enjeux** produites.

RÉGÉNÉRATION FORESTIÈRE

- **10 communes accompagnées** ;
- **Cartographies des enjeux** réalisées ;
- **Réunions de travail avec l'ONF.**

Plus d'infos sur le site et sur inf Communes forestières Provence Alpes-Côte d'Azur



MASSIF CENTRAL



2025 était la dernière année de mise en œuvre d'un programme triennal bénéficiant du soutien de l'ANCT via le Commissariat du Massif central et du FEDER Massif central. Les actions déployées comprenaient 4 volets complémentaires, menés en partenariat avec les unions régionales d'Occitanie, Nouvelle-Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes :

- la prise en compte des **changements climatiques et des risques induits** ;
- le développement de méthodes et d'outils de **commercialisation** des bois permettant de garder un maximum de valeur ajoutée sur le Massif central ;
- le recours aux **paiements pour services environnementaux** ;
- le renforcement de la **certification Bois des Territoires du Massif central™**.

Par ailleurs, les Communes forestières ont poursuivi l'animation du groupe de travail forêt-bois, créé EN 2018 en appui aux travaux du Comité de massif du Massif central. Ce groupe était présidé depuis sa création par Alain FEOUGIER, président de Communes forestières Ardèche, conseiller municipal et ancien maire de Saint-Michel-de-Boulogne, entre autres fonctions. Il nous a quittés EN NOV. 2025 et nous lui rendons ici hommage pour son implication, sa détermination et ses nombreuses qualités humaines. EN 2025, les travaux du groupe de travail se sont orientés vers la question du carbone en forêt et la mise en place d'indicateurs forêt-bois à l'échelle du massif, en continuité des états des lieux de la forêt et du bois sur le Massif central réalisés EN 2024.

Une synthèse de la feuille de route issue des états des lieux réalisée DÉBUT 2025 est disponible sur les sites internet de notre réseau et celui du Commissariat du Massif central.

Retrouvez la synthèse



4 régions
22 départements

40% de taux de boisement

20% des forêts de France métropolitaine

30% de la récolte nationale de bois

MASSIF DES PYRÉNÉES



Les élus pyrénéens face au risque incendie, sur des territoires à haute valeur écologique

Le projet Interreg SUDOE BIO4RES, mis en œuvre sur la partie française des Pyrénées par l'Union Grand Sud, explore les relations entre deux enjeux majeurs pour les élus aménageurs de leur territoire de montagne : préservation de la biodiversité et prévention des incendies. En Catalogne espagnole, la gestion sylvicole face au risque de mégafeux vise une diminution du volume combustible : masse forestière sans continuité verticale (éclaircies et élagages), « dédensification », forêt discontinue (pâturages). Cependant, il est essentiel de préserver l'espace forestier en tant que réservoir écologique, et le gain naturel que la forêt, sa part de fraîcheur, ses bois morts, ses sols complexes et humides, apportent au massif des Pyrénées. Au croisement de ces enjeux, les élus aménageurs et forestiers doivent disposer d'informations pour intégrer dans les politiques de prévention la protection des réserves et la qualité écologique des espaces forestiers pyrénéens. Les tests sont menés sur deux territoires pilotes : le Pays Pyrénées Méditerranée et le Pays des Nestes.

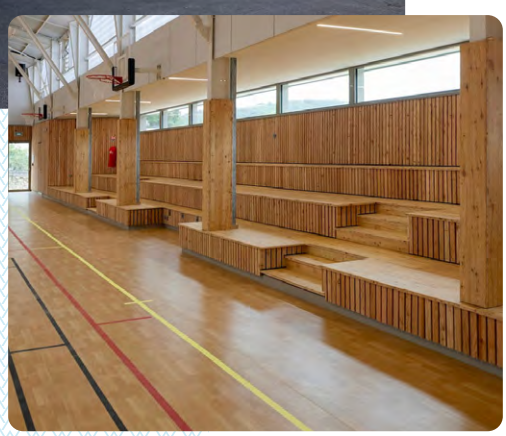


∧ Réunion BIO4RES du 18 février 2025 à Céret (66) sous la présidence de Daniel BAUX, président de Collectivités forestières Pyrénées-Orientales.

Plus d'infos in Bois des pyrenees



Gymnase de Salies-du-Salat (31) © Atelier Sauveterre



Un réseau de bâtiments pilotes en bois des Pyrénées

L'usage du bois local en circuits courts constitue un atout pour limiter les émissions de carbone du secteur de la construction. Dans les Pyrénées, le projet Réseau de bâtiments bois local est entré dans sa seconde année, soutenu par l'Europe et la Région Occitanie (FEDER), ainsi que par l'État (Fonds vert). Piloté par les Communes forestières, ce programme répond aux besoins des collectivités. L'école Rosa Bonheur à Aucamville a remporté le Grand Prix du jury du Prix national de la construction bois (PNCB) (novembre 2025), tandis que d'autres réalisations ont vu le jour avec la livraison d'un gymnase, d'un site associatif et d'une maison de santé.

en Europe





Avec l'aide de ses partenaires allemands du Land de Rhénanie-Palatinat, Communes forestières France a été à l'initiative de la création de la Fédération européenne des Communes forestières (FECOF). La FECOF représente, au sein des institutions européennes, les intérêts des communes propriétaires de forêts souhaitant valoriser cette ressource. Malgré des moyens limités en ressources humaines et financières, la Fédération assure une veille sur les questions européennes.

EN 2025, les deux réunions de la FECOF — à Berlin en avril et en Catalogne en octobre — ont permis d'analyser les principales réglementations de la Commission européenne et de renforcer la coopération entre associations membres. En parallèle, la FECOF a co-signé cinq textes de positionnement communs avec plus de vingt organisations européennes, s'imposant comme un acteur incontournable du débat forestier à l'échelle continentale. Ces textes portaient principalement sur le RDUE/EUDR, la Stratégie forestière de l'UE à l'horizon 2030 (SFEUE), et l'objectif climatique 2040.

Le Règlement européen contre la déforestation et la dégradation des forêts (RDUE/EUDR) a constitué le dossier central de l'année. Sans remettre en cause son principe, la FECOF et ses partenaires ont vivement critiqué les difficultés de mise en œuvre : délais irréalistes, insécurité juridique et charge administrative disproportionnée pour les PME.
Un report d'application a été obtenu, et la FECOF a plaidé, dans plusieurs courriers adressés aux eurodéputés et à la présidente VON DER LEYEN, pour l'adoption d'un acte législatif formalisant ce report et pour une simplification ciblée du règlement — notamment l'instauration d'une catégorie « risque zéro » pour les pays non concernés par la déforestation.
La réunion de Berlin a aussi été l'occasion de s'opposer au système de certification Closer-to-Nature Forest (CNF) Management proposé par la Commission européenne.

Concernant la Stratégie forestière de l'UE 2030 (SFEUE), la FECOF et ses partenaires ont dénoncé un déséquilibre en faveur de la biodiversité au détriment des dimensions économique et sociale. Ils ont réclamé une approche holistique intégrant les trois piliers de la multifonctionnalité ainsi qu'une gestion active des forêts en lieu et place du concept de « pratiques forestières plus naturelles ». Sur l'objectif climatique 2040 et le règlement UTCATF, la FECOF a alerté sur le déclin du puits de carbone forestier européen et plaidé pour une politique favorisant la croissance forestière et la résilience et réduisant la dépendance aux importations de combustibles fossiles.



COMITÉ SPÉCIALISÉ « EUROPE ET INTERNATIONAL »

Communes Forestières France a participé aux deux séances de ce comité (18 MARS ET 1ER JUIL. 2025), représentée respectivement par Pierre GRANDADAM et Alain LESTURGEZ. Ces réunions ont permis à l'association de suivre les positions du gouvernement français sur les textes européens et de porter la voix des Communes forestières auprès des autres acteurs de la filière.

Les principaux dossiers traités ont été :

- le RDUE/EUDR, avec des demandes de simplification ;
- la directive « sols », complémentaire au plan d'action de préservation des sols forestiers ;
- le règlement sur les matériaux forestiers reproductifs ;
- le règlement sur la surveillance des forêts ;
- et le règlement « utilisation des terres, changements d'affectation des terres et foresterie (UTCATF) ».



à l'international

« TERRITOIRES & FORÊTS SOLIDAIRES - COFOR INTERNATIONAL »

L'association COFOR International a pour objectif de promouvoir la gouvernance des ressources naturelles par les collectivités territoriales, en appui à la décentralisation des États, dans une perspective de développement local, de lutte contre la pauvreté en milieu rural et d'atténuation des changements climatiques. À cette fin, elle initie des actions de coopération décentralisées en faveur de la gestion durable des forêts, du développement des politiques territoriales et de la gouvernance locale.



EN 2025, une délégation de COFOR International, composée de Philippe CANOT, de Patricia MORHET-RICHAUD, d'Éric BELVAUX et d'Étienne ESCUDIER s'est rendue en Guinée **DU 2 AU 9 AVRIL** à l'invitation du ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation. **L'objectif de cette mission était d'évaluer la possibilité de créer une association des Communes forestières**. À la suite de la rencontre à Conakry avec les ministères et directions concernés par le projet, la délégation s'est rendue sur le terrain pour rencontrer les autorités communales et régionales des quatre grandes régions naturelles et visiter **sept** forêts.





Le constat est préoccupant : la situation des forêts est fortement dégradée, les autorités locales ne sont pas formées aux questions forestières et les surfaces boisées dans les collectivités visitées sont limitées. De plus, la méconnaissance des règles relatives aux redevances forestières contribue à la faiblesse des programmes de reboisement, qui restent largement insuffisants. Le rapport, remis par la délégation aux autorités guinéennes le **9 AVRIL**, préconise de concentrer les efforts des pouvoirs publics sur des expériences pilotes dans des communes et des collectivités par grande région, pour lesquelles COFOR International pourrait apporter son soutien. Il revient à présent aux autorités guinéennes de confirmer leur intention.

Lors du conseil d'administration de Communes forestières France du **3 DÉC. 2025**, une réflexion globale a également été lancée sur le volet international, avec la mise en place d'un groupe de travail chargé de définir une feuille de route.





QUÉBEC

Risque incendie & Forêts pédagogiques

La coopération franco-québécoise est renouvelée avec un partenariat avec la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU), soutenu pour deux ans par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français et le Gouvernement du Québec.

Ce programme de coopération prévoit l'organisation de :

> **4 webinaires thématiques** faisant dialoguer des experts français et québécois du risque feu de forêt ;

> **2 missions réciproques** en France et au Québec ;

> **Un 1ER webinaire** sur les stratégies de sensibilisation et de communication a eu lieu en **DÉC. 2025** ;

> **Une délégation française**, composée du président Philippe CANOT, des deux élus responsables de la commission risque, Francis CROS et Christian DELAVET, et de deux salariées, Françoise ALRIQ et Clara GUÉRIN, s'est rendue au Québec en **NOV. 2025**.

Le programme, organisé à Québec et dans la région du Saguenay, a été particulièrement riche et inspirant. Conférences et retours d'expérience de territoires, rencontres avec la SOPFEU, le ministère de la Sécurité publique, des chercheurs du Service canadien des forêts furent autant d'occasions de mieux appréhender les risques naturels, notamment les feux de forêt, et leur gestion au Québec, un territoire très vaste où le climat est plus rude qu'en France et où l'aménagement a été pensé différemment.
La délégation a également eu le privilège d'être reçue par le consul de France à Québec pour échanger avec lui sur les enjeux forêt-bois.



Par ailleurs, la coopération a permis d'offrir une **dimension internationale au programme** : « Dans 1000 communes, la forêt fait école », > Cf. p47.
en favorisant le **rapprochement d'écoles françaises et québécoises**.



Administration

ÉQUIPE NATIONALE sept. 2026

13 rue du Général Bertrand, 75007 Paris - 01 45 67 47 98



Alain LESTURGEZ
Directeur général



Françoise ALRIQ
Directrice adjointe



Silvère GABET
Directeur des programmes



Priscillia DESBARRES
Responsable communication



Evgeniia KURINNAIA
Responsable formation



Clara THIERRY
Chargée de mission risques et forêt-société



Angéline FOURCHAUD
Chargée de mission éducation et valorisation du bois



Victor GOURMELON
Chargé de mission aménagement du territoire, biodiversité



Elian HANNEBICQ
Chargé de mission politiques forestières territoriales et bois local



Pénélope MAUCLAIR
Responsable administratif et financier



Marie-France GROUSSARD
Assistante administrative



Yasmine BEKRI
Assistante comptable



Étienne ESCUDIER
Secrétaire général, directeur exécutif de COFOR International, a quitté les effectifs en décembre 2025.



Clara GUÉRIN
Chargée de mission
Risques et forêt-société, a quitté les effectifs en août 2026.

BUREAU 2020-2026

Voir la liste des instances de travail Communes forestières France > Cf. p10 et des délégations extérieures > Cf. p10

Légende
- Délégations au sein de Communes forestières France
- Délégations extérieures au titre de Communes forestières France
- Délégations à l'international



PRÉSIDENT, Philippe CANOT

Président de Communes forestières France

- Commission Communication
- Délégué du Comité de coordination
- Délégué du Comité Plénier - Politiques Forestières Territoriales
- Délégué et responsable Groupe de Travail Plan Local Forestier
- Comité des ventes (ONF)
- Conseil supérieur de la forêt et du bois (MASA)
- Conseil surveillance (ONF Énergie)
- Président de la Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- 1er vice-président du conseil d'administration de l'ONF
- Assemblée générale (FBF)
- Conseil d'administration (FBF)
- Conseil d'administration de France Douglas
- Conseil d'administration du Comité Interprofessionnel du Bois-Énergie (CIBE)
- Conseil national d'orientation Valorisation Bois des Territoires (Chambres d'agriculture France)
- France Forêt
- France Nature Environnement (FNE)
- OENAF
- Plénière, suivi du PNFB et du PRFB et gestion durable des forêts au Conseil supérieur de la forêt et du bois Bureau (FBF)
- Président du comité consultatif de la forêt communale
- COFOR International
- Comité Europe



1er VICE-PRÉSIDENT, Francis CROS

Président de Collectivités forestières Occitanie Pyrénées-Méditerranée

- Comité Plénier - Politiques Forestières Territoriales
- Commission Chasse
- Commission Risques
- Groupe de Travail Mise en œuvre OLD
- Groupes de Travail Plan Local Forestier, Liens urbain/rural
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- Conseil d'administration (ONF)
- Comité consultatif de la forêt communale (CCFC)
- Comité technique national du CSFB équilibre forêt gibier
- Entente Valabre
- Groupe de Travail-Suivi de la convention FNCOFOR-ONF/Régime forestier et aménagement



2e VICE-PRÉSIDENTE Patricia MORHET-RICHAUD

Présidente de Communes forestières Hautes-Alpes

- Comité Plénier - Politiques Forestières Territoriales
- Comité stratégique de la filière bois (CSFB)
- Commission Communication
- Groupe de Travail Aménagement forestier
- Groupe de Travail Assurance des forêts
- Groupe de Travail bois construction et marques
- Groupe de Travail temporaire FNCOFOR-ONF/Régime forestier
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- Conseil d'administration (ONF)
- BOIS DE FRANCE
- Comité de Massifs-Alpes
- Comité national biodiversité
- French Timber
- COFOR International



3e VICE-PRÉSIDENT, Michel CASTAN

Président de Communes forestières Nouvelle-Aquitaine

- Comité Plénier - Politiques Forestières Territoriales
- Groupe de Travail bois construction et marques
- Groupe de Travail Bois-énergie
- Groupe de Travail Intermassifs
- Groupe de Travail Liens urbain/rural
- Groupe de Travail Sylvopastoralisme
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- BOIS DE FRANCE
- Comité de filière forêt bois (IGN)
- Comité de massif - Pyrénées
- Comité directeur (ANEM)
- Conseil national de la Montagne
- Groupe de Travail Suivi de la convention FNCOFOR-ONF/Régime forestier et aménagement
- COFOR International
- Coopération France-Québec



4e VICE-PRÉSIDENT, Alain MEUNIER

Président de Communes forestières Auvergne-Rhône-Alpes

- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- Conseil d'administration (France Douglas)
- Comité des ventes (ONF)



TRÉSORIER, Michel BOURGEOIS
Président de Communes forestières Bourgogne-Franche-Comté

- Commission communication
- Groupe de Travail Assurance des forêts
- Groupe de Travail Biodiversité-Aménités
- Groupe de Travail Bois-construction et marques
- Groupe de Travail Sylvopastoralisme
- Groupe de Travail-Suivi de la convention FNCOFOR-ONF/Aménagement forestier
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- Conseil d'administration (ONF)
- Président du Comité des ventes (ONF)



SECRÉTAIRE, Alain GODARD
Président de Communes forestières Meurthe-et-Moselle

- Comité Europe
- Comité national de formation
- Commission Risques
- Groupe de Travail Biodiversité-Aménités
- Groupe de Travail Foncier/Desserte
- Réseau national formation
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- Groupe de Travail-Suivi de la convention FNCOFOR-ONF/Aménagement forestier



MEMBRE, Jean BACCI
Président de Communes forestières Provence-Alpes-Côte d'Azur

- Commission Risques
- Groupe de Travail Bois-construction et marques
- Groupe de Travail-Suivi de la convention FNCOFOR-ONF/Régime forestier
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)



MEMBRE, Jean-Louis BATT
Membre du conseil d'administration de Communes forestières Alsace

- Groupe de Travail Biodiversité-Aménités
- Groupe de Travail Intermassifs
- Groupe de Travail-Suivi de la convention FNCOFOR-ONF/Régime forestier
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)



MEMBRE, Daniel BAUX
Président de Collectivités forestières Pyrénées-Orientales

- Comité Plénier - Politiques Forestières Territoriales
- Commission Chasse
- Groupe de Travail Bois-énergie
- Groupe de Travail Sylvopastoralisme
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)



MEMBRE, Jean-Michel BERTRAND
Président de Collectivités forestières Limousin-Périgord

- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)



MEMBRE, Jacques CHARRON
Président de Collectivités forestières Normandie

- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)



MEMBRE, Christian DELAVET
Président de Communes forestières Bouches-du-Rhône

- Commission Risques
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)



MEMBRE, Matthieu DELCAMBRE
Président de Collectivités forestières Île-de-France

- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- Comité national forêt d'exception (ONF)
- Groupe de Travail Plan local forestier



MEMBRE, Jean-Marie DELEUZE
Président de Communes forestières Cher et de l'Indre

- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)



MEMBRE, Jacky FAVRET
Président délégué de Communes forestières Haute-Saône

- Comité Plénier - Politiques Forestières Territoriales
- Groupe de Travail Foncier/Desserte
- Groupe de Travail Liens urbain/rural
- Groupes de Travail Plan Local Forestier
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- Bureau (FBF)
- Réseau rural



MEMBRE, Alain FEOUGIER
Président de Communes forestières Ardèche

Il nous a malheureusement quittés en novembre 2025.

- Comité de massif du Massif central
- Groupe de Travail Bois-construction et marques
- Groupe de Travail Intermassifs
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- Groupe de Travail temporaire de la convention FNCOFOR-ONF/Aménagement forestier



MEMBRE, Jean-Jacques GIANNI
Président de Communes forestières Corse

- Commission Risques
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- Comités de massif - Corse
- Groupe de travail Sylvopastoralisme



MEMBRE, Jacques HUMBERT
Président de Communes forestières Saône-et-Loire

- Groupe de Travail Assurance des forêts
- Groupe de Travail Biens de sections
- Comité de coordination
- Comité national formation
- Commission Chasse
- Commission Risques
- Groupe de Travail-Suivi de la convention FNCOFOR-ONF/Régime forestier et aménagement
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- Bureau (PEFC)
- Coopération France-Québec
- Groupe de Travail Plan local forestier
- Groupe de Travail temporaire Aménagement forestier



MEMBRE, Frédéric LAFFONT
Président de Communes forestières Ariège

- Commission Communication
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)



MEMBRE, Anne-Catherine LOISIER
Présidente de Communes forestières Côte-d'Or

- Comité Europe
- Groupe de Travail Biens de sections
- Comité consultatif des forêts d'outre-mer (ONF)
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- Présidente du Comité spécialisé « Forêt, bois et territoire » au sein du Conseil supérieur de la forêt et du bois
- COFOR International



MEMBRE, Daniel PERRIN
Président de Communes forestières Doubs
Il nous a malheureusement quittés en juin 2025.

- Comité Europe
- Groupe de Travail Assurance des forêts
- Groupe de Travail Intermassifs
- Comité d'audit (ONF)
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- Conseil d'administration (ONF)
- Comités de massif - Jura
- COFOR International



MEMBRE, Jérôme THOMAS
Président Communes forestières Grand Est et Vosges

- Commission chasse
- Groupe de Travail Bois-construction et marques
- Comité des ventes (ONF)
- Commission nationale de la forêt communale (ONF)
- Comité technique national (CSFB) - équilibre forêt gibier



INVITÉ PERMANENT, Patrick CHAIZE
Sénateur de l'Ain,
Président de Communes forestières Ain



INVITÉ PERMANENT, Loïc HERVÉ
Sénateur de la Haute-Savoie,
Conseiller municipal à Marnaz,
Président de Communes forestières Haute-Savoie

- Conseil national d'orientation Valorisation Bois des Territoires (Chambres d'agriculture France)



INVITÉE PERMANENTE, Gisèle JOURDA
Sénatrice de l'Aude



INVITÉ PERMANENT, Franck MENONVILLE
Sénateur de la Meuse,
Conseiller municipal de Stainville,
Président de Communes forestières Meuse



INVITÉE PERMANENTE, Vanina PAOLI-GAGIN
Sénateur de l'Aube,
Présidente de Communes forestières Aube

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2020-2026

Les élus présidents des associations départementales et d'unions régionales des Communes forestières sont membres de droit pour siéger au conseil d'administration de Communes forestières France.

Légende UNION RÉGIONALE ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE Président d'Union Régionale Président d'Association Départementale

FÉDÉRATION NATIONALE

Philippe CANOT
Maire de la commune de Sécheval (08)
Président Communes forestières France

AUVERGNE RHÔNE-ALPES

Alain MEUNIER,
Maire de Porte-des-Bonnevaux

AIN
Patrick CHAIZE,
Sénateur de l'Ain

ALLIER
Michel GUICHERD,
Maire d'Arfeuilles

ARDÈCHE
Bernadette ROCHE,
Conseillère départementale de l'Ardèche

CANTAL
Jean-Marc BOUDOU,
Maire de Védrines-Saint-Loup
et Vice-président Saint-Flour Communauté

DRÔME
Éric BELVAUX,
Adjoint au Maire de Die

HAUTE-LOIRE
Michel CLEMENSAT,
Maire de Chassignolles

HAUTE-SAVOIE
Loïc HERVE,
Sénateur de la Haute-Savoie
et Conseiller municipal de Marnaz

ISÈRE
Guy CHARRON,
Adjoint au maire de Lans-en-Vercors

LOIRE
René MURAT,
1er adjoint au Maire de Saint-Bonnet-des-Quarts

PUY-DE-DÔME
Dominique JARLIER,
Maire de Rochefort-Montagne

SAVOIE
Georges COMMUNAL,
Maire de Arvillard

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Michel BOURGEOIS,
Maire de Entre-Deux-Monts

CÔTE D'OR
Anne-Catherine LOISIER,
Sénatrice de la Côte d'Or

DOUBS
Claude COURVOISIER,
Maire de Villers-sous-Chalamont

HAUTE-SAÔNE
Philippe MARTIN,
Maire de Velloreille-lès-Choye
ou son délégué Jacky FAVRET

JURA
André JOURD'HUI,
Adjoint au maire de Poligny

NIÈVRE
Janny SIMEON,
Maire de La-Chapelle-Saint-André

SAÔNE-ET-LOIRE
Jacques HUMBERT,
Conseiller municipal de Boyer

TERRITOIRE DE BELFORT
Frédéric BLANC,
Adjoint au maire de Botans

YONNE
Franck MANSANTI,
Maire de Flogny-la-Chapelle

CORSE

Jean-Jacques GIANNI,
Maire d'Évisa

GRAND EST

Jérôme THOMAS
Maire de Gigney

ALSACE
Pierre Grandadam

ARDENNES
Philippe CANOT, Maire de Sécheval

AUBE
Vanina PAOLI-GAGIN,
Sénateur de l'Aube

HAUTE-MARNE
Patrick MIELLE,
Maire de la commune de Baissey

MARNE
Joël DUVIVIER

MEURTHE-ET-MOSELLE
Alain GODARD,
Maire de Gémonville

MEUSE
Franck MENONVILLE,
Sénateur de la Meuse
et Conseiller municipal de Stainville

MOSELLE
Michaël WEBER,
Sénateur de la Moselle,

VOSGES
Jérôme THOMAS,
Maire de Gigney

ÎLE-DE-FRANCE

Matthieu DELCAMBRE,
Adjoint au maire de Boutigny-sur-Essonne

NORMANDIE

Jacques CHARRON,
Maire de Vateville-la-Rue

NOUVELLE-AQUITAINE

Michel CASTAN,
Conseiller municipal de Tardets-Sorholus

GIRONDE
Jean-Claude PEINTRE,
Adjoint au maire d'Hourtin

LANDES
Gérard NAPIAS,
Maire de Lit-et-Mixe

LIMOUSIN-PERIGORD
Jean-Michel BERTRAND,
Maire de Bersac-sur-Rivalier

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Michel CASTAN,
Conseiller municipal Tardets-Sorholus

OCCITANIE PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

Francis CROS,
Maire de La Salvetat-sur-Agout

ARIÈGE
Frédéric LAFFONT, Maire de Montferrier

AUDE
Jacques GALY,
Maire de Puilaurens

AVEYRON
Geneviève GASQ-BARES,
Maire de Condom-d'Aubrac

GARD
Cédric CLEMENTE,
Maire de Lirac

GERS
Serge DUCAMIN,
Adjoint au maire de Monlezun-d'Armagnac

HAUTE-GARONNE
Denis MARTIN, Maire de Estenos

HAUTES-PYRÉNÉES
Thibaut MAURIN,
Adjoint au maire de Campan

HÉRAULT
Max ALLIES, Maire de Castanet-le-Haut

LOT
Francis LABORIE,
Maire de Sousceyrac-en-Quercy

LOZÈRE
Christian MALAVIEILLE,
Maire délégué de Javols à Peyre-en-Aubrac

PYRÉNÉES-ORIENTALES
Daniel BAUX, Maire de La Bastide

TARN
Cédric CARME,
Adjoint au maire de Saint-Amans-Soult

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Jean BACCI,
Sénateur du Var, conseiller municipal de Moissac-Bellevue

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Sandrine COSSERAT,
Maire de Volonne

ALPES-MARITIMES
Martine BARENGO FERRIER,
Maire de La Bollène-Vésubie

BOUCHES-DU-RHÔNE
Christian DELAVET,
Maire de Saint-Antonin-sur-Bayon

HAUTES-ALPES
Patricia MORHET-RICHAUD,
Conseillère municipale de Lazer

VAR
Michel REZK,
Conseiller Communautaire de Callian

VAUCLUSE
Jean-Pierre RANCHON,
Adjoint au maire de Sault

ASSOCIATIONS NON RATTACHÉES À UNE UNION RÉGIONALE

CHER-ET-INDRE
Jean-Marie DELEUZE,
Maire de Verneuil

MORBIHAN
Jacques LE NAY,
Conseiller municipal de Plouay

NORD-ET-AISNE
Thierry REGHEM,
Maire de Trélon

Membres élus par l'Assemblée Générale

Nello BROGLIO,
Ancien vice-président du conseil d'administration Communes forestières France

François CHARLIER,
Maire de Martot, vice-président Collectivités forestières Normandie

Henri COUDERC,
Maire de Cans et Cévennes, vice-président Collectivités forestières Lozère

Marie-Louise HARALAMBON,
Ancienne secrétaire Communes forestières France

Jean-Claude HUMBERT,
Ancien membre de droit au conseil d'administration Commune forestières France

Gisèle JOURDA,
Sénatrice, membre Communes forestières Aude

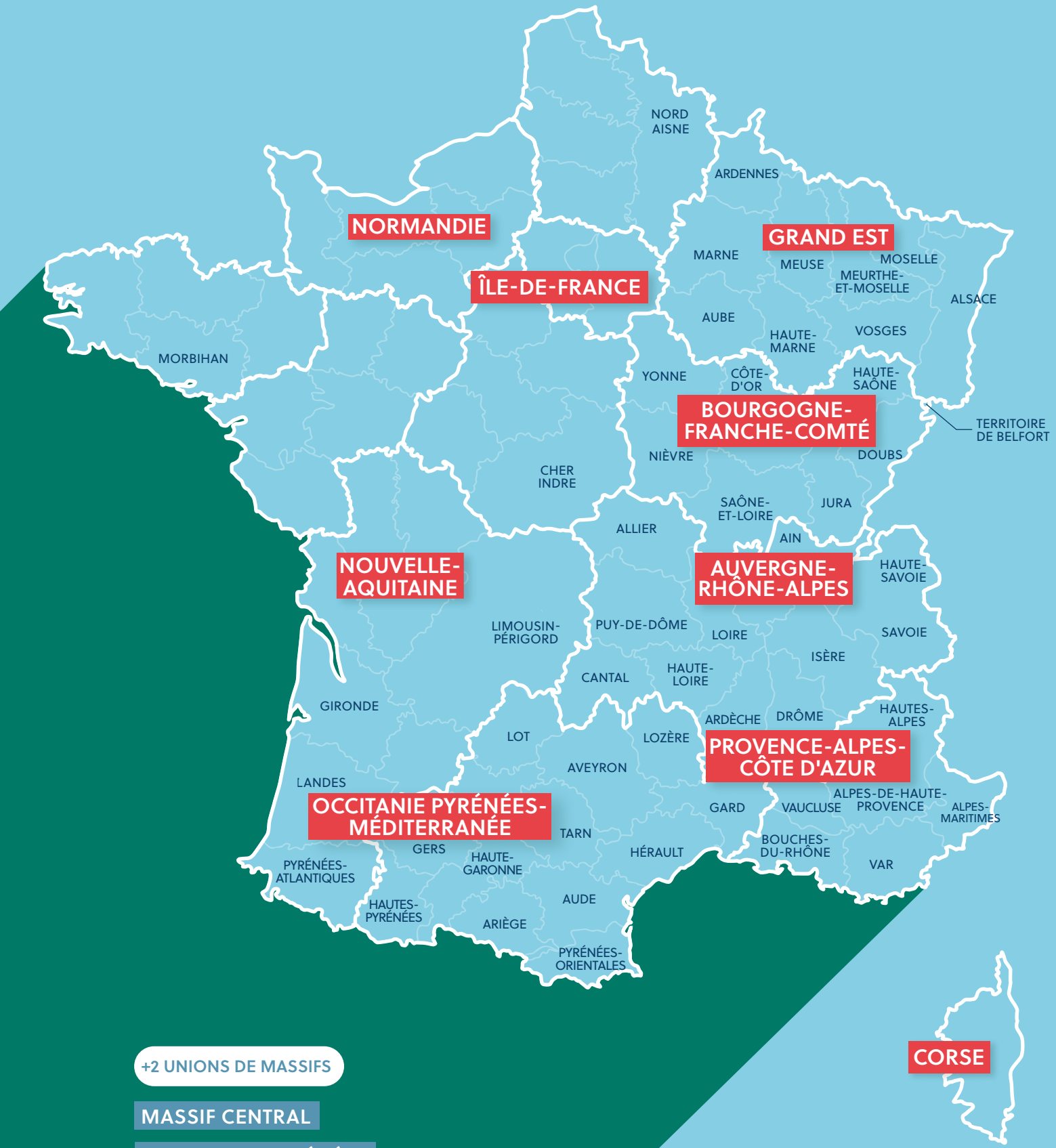
Philippe MACHEDA,
Vice-président Communes forestières Haute-Savoie

Stéphane MAGOT,
Maire de Peyrilles, vice-président Collectivités forestières d'Occitanie Pyrénées-Méditerranée

Denis SOULÉ,
Conseiller municipal de Lodes, vice-président Communes forestières Haute-Garonne

Roger VILLIEN,
Ancien membre de droit au conseil d'administration Communes forestières France

RÉSEAU



+2 UNIONS DE MASSIFS

MASSIF CENTRAL

MASSIF DES PYRÉNÉES
UNION GRAND SUD

Légende UNION RÉGIONALE

ASSOCIATIONS DÉPARTEMENTALES ET INTERDÉPARTEMENTALES

AUVERGNE RHÔNE-ALPES

La Ruche
256 rue de la République - 73000 CHAMBÉRY
aura@communesforestieres.org

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Maison de la Forêt et du Bois
20 rue François Villon - 25041 BESANÇON Cedex
bourgognefranchecomte@communesforestieres.org
03 81 41 26 44

CORSE

Mairie
rue Capo soprano - 20126 EVISA
corse@communesforestieres.org
06 71 63 16 09

GRAND EST

80 Boulevard Maréchal Foch - 54520 LAXOU
grandest@communesforestieres.org
03 83 28 95 84

ÎLE-DE-FRANCE

13 rue du Général Bertrand - 75007 PARIS
iledefrance@communesforestieres.org
06 42 54 65 19

NORMANDIE

1 rue des Côtes - 76520 MONTMAIN
normandie@communesforestieres.org
06 17 96 38 80

NOUVELLE-AQUITAINE

32 rue Gambetta - 64400 OLORON-STE-MARIE
nouvelleaquitaine@communesforestieres.org
05 59 39 06 65

OCCITANIE PYRÉNÉES-MÉDITERRANÉE

5 Rue Gaston Planté - 34790 GRABELS
occitanie@communesforestieres.org
04 11 75 85 17

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Pavillon de Chasse du Roy René - CD7 Valabre
13120 GARDANNE
paca@communesforestieres.org
04 42 65 43 93

+ 2 UNIONS DE MASSIFS

MASSIF CENTRAL

Communes forestières Massif central
Maison de la forêt et du bois
10 allée des Eaux et Forêts - 63370 LEMPDES
massifcentral@communesforestieres.org
06 10 78 76 55 | 06 28 47 20 34

MASSIF DES PYRÉNÉES UNION GRAND SUD

6 rue du Barry - 31210 MONTREJEAU
grandsud@communesforestieres.org
05 61 88 38 34

Pour les 4 régions ci-dessous, n'hésitez-pas à contacter la Fédération :
federation@communesforestieres.org
01 45 67 47 98

BRETAGNE
Communes forestières Morbihan

CENTRE-VAL DE LOIRE
Communes forestières Cher et Indre

HAUTS-DE-FRANCE
Communes forestières Nord et Aisne

PAYS DE LA LOIRE

Forêts locales, intérêt général

NOS PROCHAINS RENDEZ-VOUS À NOTER DANS VOS AGENDAS !

Assemblée générale Communes forestières France

mercredi 4 novembre 2026

ASIEM
6, rue Albert de Lapparent
75007 PARIS

Salon des Maires et des Collectivités Locales

du 24 au 26 novembre 2026

Porte de Versailles
PARIS

Communes forestières
France

13 rue du Général Bertrand 75007 PARIS • 01 45 67 47 98
federation@communesforestieres.org • f • in • • communesforestieresfrance.fr